



R154 600



LE
TOUR DU MONDE

NOUVEAU JOURNAL DES VOYAGES

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION

DE M. ÉDOUARD CHARTON

ET ILLUSTRÉ PAR NOS PLUS CÉLÈBRES ARTISTES

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{IE}

PARIS, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

LONDRES, KING WILLIAM STREET, STRAND

NUMÉRO D'ENTRÉE : M. 225



UNE SUCRERIE NOUVEAU MODÈLE A LA BARBADE.

VOYAGE AUX PAYS DU CACAO ET DU SUCRE DE CANNE

UNE MISSION A LA BARBADE, A LA GUYANE ANGLAISE ET A LA TRINIDAD

PAR M. TH. DUFAU

Photographies de W. G. Cooper à Bridgetown.

I. — LA BARBADE

- I. — Ma mission ; ses causes ; son objet. — Départ de la Pointe-à-Pitre. — La Martinique. — Sainte-Lucie. — La Barbade. — La police. — La capitale. — Densité de la population. — Coup d'œil sur l'histoire. — Patriotisme des colons. — Agriculture de la Barbade. — Les sucreries. — L' « Imperial department of Agriculture ». — Les appointements des fonctionnaires. — L'exportation des bananes. — L'incident de Fachoda à la Barbade. — Les noirs des Antilles. — La station expérimentale de Dodds. — Les sports.



NÈGRESSE DE LA BARBADE AVEC SES ANIMAUX FAVORIS.

LES Chambres d'agriculture de la Guadeloupe me confièrent, en octobre 1901, la mission d'aller étudier sur place à la Barbade, à la Guyane anglaise et à la Trinidad l'état économique et industriel de ces pays. Cette décision fut prise à l'instigation des principaux planteurs et usiniers, alors que la baisse persistante des prix de vente du sucre mettait en péril l'existence même de la colonie.

Le sucre est fabriqué à la Guadeloupe sous la forme dite « cristallisé blanc » dans des usines qui ont remplacé les sucreries primitives, à outillage rudimentaire, installées par les premiers colons qui avaient introduit et propagé la culture de la canne. Après bien des vicissitudes, cette culture s'est peu à peu substituée à celle du tabac, du coton et du café et, sans vouloir énumérer ici ses nombreux avantages dans le domaine géographique de la micro-Antillie, il suffira de constater que pendant la période de la plus grande prospérité de la Martinique et de la Guadeloupe, c'est-à-dire de 1860 à 1884, la presque totalité de la valeur de l'exportation était représentée par le sucre et ses dérivés. C'était l'époque où les conseils généraux, investis par le sénatus-consulte si libéral de juillet 1866, du droit de voter les tarifs de douanes avaient su adoucir l'existence du travailleur agricole, en facilitant l'introduction des marchandises les mieux appropriées aux

besoins des consommateurs coloniaux, tandis que les cours avantageux des denrées exportées avaient permis de maintenir les salaires à un taux relativement élevé. Pendant cette période, la Guadeloupe

recevait de l'extérieur, chaque année, pour prix de son exportation une moyenne d'au moins 25 millions de francs, chiffre considérable par rapport à la surface colonisée et au nombre d'habitants. Cette somme répartie, pour la plus grosse part, entre les salariés agricoles avait accru l'aisance générale. Le progrès pouvait alors se constater de toutes manières, notamment par l'accroissement du budget, grâce auquel les services publics mieux dotés permettaient de répandre l'instruction et de compléter le réseau des routes. La prospérité indéniable se traduisait aux yeux par l'extension continuë des champs de canne, gagnant progressivement sur la forêt ou la brousse, remplaçant parfois d'anciennes cultures de tabac ou de coton abandonnées, montant, même dans certaines régions, jusqu'au sommet des mornes.



UNE MARCHANDE DE BANANES A LA BARBADE
(page 551).

A partir de 1884, sous l'influence de la législation nouvelle, établie pour résister à la concurrence de l'Allemagne, les cours commencent à fléchir d'une manière continue et la baisse depuis ne s'est plus arrêtée. Dans les derniers mois de 1901 on ne pouvait plus tirer, primes comprises, que de 30 à 32 francs des 100 kilos de sucre qui avaient valu de 60 à 70 francs avant 1884. Dans la comparaison de ces deux chiffres tient toute la crise qui a amené la décadence des colonies françaises de la mer des Antilles et il est facile d'imaginer la détresse causée par d'aussi fortes diminutions de valeur survenues en quelques années. Tel habitant (c'est le nom donné à la Guadeloupe aux propriétaires fonciers) avait pu entretenir son domaine et même étendre ses plantations, en retirant par exemple 20 000 francs du produit brut de ses récoltes, alors qu'une recette ramenée à 10 000 francs, pour la même surface cultivée, l'acculait forcément à la ruine. Les

prêts du Crédit Foncier colonial furent insuffisants à améliorer un état de choses aussi précaire. Consentis à des conditions qui font ressortir le taux annuel d'intérêt à près de 10 p. 100, ils prolongeaient seulement l'agonie de ceux qui y avaient recours.

Joignez à cela que diverses catastrophes s'étaient abattues sur ces îles infortunées. Pour la Guadeloupe seule, nous relevons dans les dernières années le tremblement de terre de 1897, le cyclone de 1899, enfin un incendie considérable qui avait anéanti en 1900 près du tiers de la ville de la Pointe-à-Pitre.

Cependant ces petits pays sont doués d'une grande vitalité; les courages n'ont pas été abattus par d'aussi terribles épreuves et il n'est pas douteux que si l'industrie sucrière parvenait à se relever, les ruines causées par ces désastres successifs ne tarderaient pas à disparaître. Aussi le problème agricole est-il devenu la préoccupation principale du Gouvernement et des corps élus. On se rend compte qu'il est essentiel de résoudre les difficultés qui entravent l'essor de la fabrique coloniale. Un fait attire surtout l'attention, c'est que les colonies anglaises voisines, adonnées également à la culture de la canne, avaient pu maintenir leur production malgré l'absence de toute prime. Ne fallait-il pas en conclure que, dans ces colonies, le sucre était produit à meilleur marché? il y avait donc le plus grand intérêt à en rechercher les raisons.

Établir par quelles améliorations, soit dans les champs, soit dans l'usine, les industriels et agriculteurs de la Trinidad et de la Guyane anglaise avaient su continuer la lutte dans des conditions aussi inégales, c'était susciter des comparaisons dont les colons de la Guadeloupe devaient tirer le plus grand profit. Tel devait être le but essentiel de mes études et, pour les faciliter, le gouvernement local me munit de lettres d'introduction auprès des autorités anglaises, grâce auxquelles le meilleur accueil devait m'être réservé. La communication des documents officiels me mettrait aussi à même d'envisager sous toutes ses faces la situation économique et sociale des pays que je me proposais de parcourir.

Ce préambule était indispensable au lecteur pour pouvoir suivre mon voyage avec intérêt; il donne aussi les raisons du choix que j'avais à faire parmi les sujets qui allaient solliciter mon attention.



CARTE DE LA BARBADE.



LA BARBADE EST UN CENTRE IMPORTANT D'AFFRÈTEMENTS (page 544).

Je m'embarquai le 30 décembre 1901 sur le steamer *Roraima* de la *Quebec Steamship Co*, compagnie canadienne faisant un service régulier de New-York aux Indes occidentales, avec escales à la Martinique et à la Guadeloupe. Les navires de cette ligne servent surtout au transport des marchandises; ils renferment cependant quelques cabines aménagées avec le plus grand confort. Le petit nombre des voyageurs facilite le service, aussi ces steamers sont-ils très recherchés par les touristes américains de plus en plus nombreux pour lesquels un « tour » aux Antilles, pendant les mois d'hiver, est devenu une mode comme le voyage à la Côte d'Azur pour la bourgeoisie riche de Paris; aux repas, nous sommes une vingtaine de passagers et l'intimité est vite établie. Les officiers du bord nous considérant comme leurs invités nous comblaient de prévenances et c'est avec une profonde tristesse que j'évoque aujourd'hui ces souvenirs du *Roraima*, devenu pour moi dans la nuit du passé le « vaisseau fantôme ». Quatre mois plus tard l'infortuné steamer devait être anéanti dans l'horrible catastrophe de la destruction de Saint-Pierre.

Nous passons le 31 décembre devant la cité maudite, alors tout à la joie des fêtes du nouvel an, assemblage si vivant, si pittoresque, dominé par la sinistre montagne Pelée; de là nous mettons le cap sur Sainte-Lucie, île restée française par les mœurs et la langue, malgré cent années d'occupation britannique. Le steamer mouille dans la baie de Castries, rade presque fermée et que les Anglais ont fortifiée. On n'aperçoit aucune culture sur les collines environnantes, mais de nombreuses villas construites dans le goût anglo-saxon, puis des casernes et des blockhaus. Sainte-Lucie est devenue, en effet, le centre de la défense navale dans les Antilles anglaises; de Sainte-Lucie à la Barbade la traversée dure environ dix heures. Dans cette zone la mer est généralement houleuse sous l'influence d'une forte brise. Le *Roraima* roule et tangué. C'est ici le véritable domaine des vents alizés qui y soufflent régulièrement pendant la plus grande partie de l'année.

Le 2 janvier 1902, la vigie signale aux premières lueurs du jour les côtes plates de la Barbade. Voici la première étape de mon voyage; et à peine a-t-on jeté l'ancre que l'impression ressentie est déjà nettement anglaise. De chaque côté de l'échelle vient se poster un policeman qui appelle les numéros des canots retenus au fur et à mesure de la descente des passagers. Tout se passe ainsi avec un ordre parfait. Ces police-

men sont recrutés presque exclusivement parmi l'élément noir. Ils valent, comme tenue et apparence, ceux que l'on rencontre dans les rues de Londres. Leur costume est à peu près le même. Ils savent se faire obéir d'une population élevée, suivant les principes anglo-saxons, dans le respect de l'autorité et de la loi. La comparaison avec ce qui se passe dans les colonies françaises en pareille occurrence est tout à l'avantage de la méthode anglaise. Mais lorsque des voyageurs rapportent à l'infériorité de race l'aspect lamentable qu'offrent parfois certains corps de police, à la Martinique ou à la Guadeloupe, ils se trompent absolument dans leurs appréciations qui reposent sur des préjugés ou une observation superficielle; il suffit pour s'en convaincre de voir la façon dont paradent et manœuvrent les policemen et firemen (gardes de ville et pompiers) ou encore les soldats d'un West-India régiment, troupes régulières recrutées sur place.

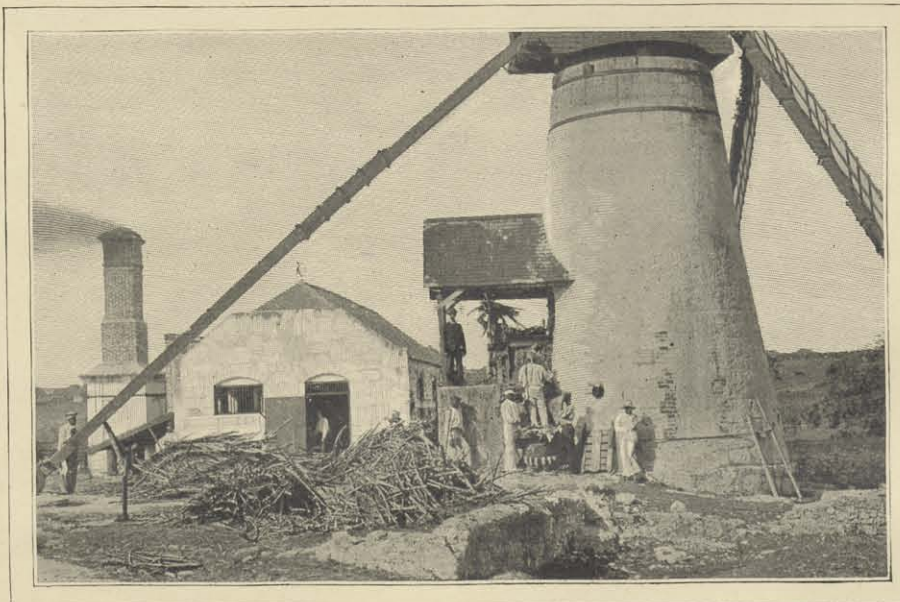
Le noir des Antilles est susceptible de faire un excellent troupière et les insuccès constatés dans certaines de nos colonies doivent être attribués simplement au défaut de préparation. Au lieu de prendre n'importe quel sujet, souvent sans aucune enquête préalable, les Anglais procèdent à une première élimination d'après l'apparence physique; puis les hommes retenus sont encadrés par des officiers d'origine européenne et astreints à une véritable discipline militaire. Ils sont casernés pendant une période déterminée, subissent des examens et reçoivent une paye assez élevée, lorsqu'ils sont jugés aptes à prendre définitivement le service.

Si des méthodes analogues étaient appliquées dans nos colonies des Antilles, il est certain qu'on y obtiendrait d'aussi bons résultats. L'organisation de la police a toujours été l'objet de la préoccupation du Gouvernement anglais. Dès 1835, peu de temps après l'abolition de l'esclavage, la législature de l'île édictait déjà un règlement dont les principales dispositions sont encore en vigueur et qui, développé et amendé, a servi de base aux actes votés dans les autres colonies, sur la même matière.

Les autorités britanniques visent, en toutes choses, un but pratique. J'en citerai un exemple typique. A peine débarqué, mon attention est attirée sur les quais de Bridgetown, capitale de l'île, par une grande affiche officielle promettant 250 dollars de récompense, à celui qui fera découvrir l'auteur de l'incendie d'un champ de cannes. Il serait impossible de procéder de la même façon dans nos colonies, où cependant les champs de cannes sont souvent brûlés par malveillance. Comme ces sinistres se produisent le plus souvent au moment de la récolte, c'est-à-dire pendant l'époque sèche de l'année, le feu se propage avec une grande violence causant ainsi de nombreux dégâts.

La Barbade est un centre important d'affrètements ayant remplacé l'île de Saint Thomas, autrefois si fréquentée comme point de relâche des navires en quête de frêt dans ces parages. M. Paravicino, le très

obligeant consul d'Italie et d'Autriche-Hongrie, qui s'occupe de ces sortes d'affaires, me fournit à cet égard des détails très intéressants. Bien que la rade de Bridgetown soit ouverte, les navires ont tout intérêt à venir y relâcher. En effet, ici affluent les demandes non seulement des îles voisines, mais encore du continent pour toutes les cargaisons à transporter. La Barbade est devenue comme une sorte de vaste agence de renseignements maritimes pour toute cette région, et il faut admirer l'esprit d'initiative des commerçants et courtiers qui ont su tirer un si merveilleux



LES ALIZÉS FURENT DE PRÉCIEUX AUXILIAIRES POUR LES PREMIÈRES SUCRERIES (page 548).

parti de la situation géographique de l'île. Ce va-et-vient des navires donne une grande animation au port qui possède tous les ateliers, bassins et approvisionnements nécessaires à l'armement ou à la réparation des bateaux.

La ville proprement dite renferme plus de 20000 habitants sur une surface restreinte; le chiffre total de



LA DISTRACTION FAVORITE DES INDIGÈNES CONSISTE À SE RÉUNIR EN BANDE POUR SE BAIENER (page 552).

la population est bien plus élevée si l'on tient compte des faubourgs qui s'étendent assez loin dans la campagne. Plusieurs monuments méritent une mention particulière; ce sont : le siège de la *Barbados life assurance Society*, bel édifice construit tout en pierre où se tiennent les principaux meetings; les bâtiments du Gouvernement ou *public Buildings*; la *Colonial Bank*, enfin le superbe *Marine hotel* entouré de pelouses, où affluent les étrangers, particulièrement les Américains du Nord, pendant la saison d'hiver. De décembre à avril la température moyenne ne dépasse pas 26 degrés centigrades et s'abaisse parfois jusqu'à 20 degrés. Les touristes des États-Unis, qui fuient les hivers rigoureux, trouvent à la Barbade un climat idéal et des conditions de salubrité exceptionnelles. Le sol de l'île, de formation madréporique, s'assèche très bien. Nulle part on n'y rencontre ces flaques d'eau stagnante et ces marécages si fréquents dans les autres îles du golfe du Mexique et par lesquels la malaria entretient la fièvre en permanence. En outre, depuis l'épidémie cholérique de 1854 qui avait décimé la population, les règlements sanitaires sont appliqués par les autorités locales avec la plus grande sévérité. Grâce à ces mesures le paludisme a presque disparu de la Barbade.

C'est sans doute, en partie, à ces conditions spécialement favorables au point de vue hygiénique qu'est due la pléthore de population qui pourrait dans certaines années de disette constituer un véritable danger. D'après les chiffres du dernier recensement de 1900, l'île compte près de 200 000 habitants pour une superficie qui n'atteint pas 60 000 hectares. Il y a là une densité extraordinaire dont on ne trouve l'équivalent que dans certaines présidences de Java, en Saxe ou dans le comté de Lancashire. Quelques promenades en voiture sur les belles routes qui sillonnent la campagne ou une excursion par la voie ferrée, reliant Bridgetown à Bathsheba, donnent l'impression que si la population continue à s'accroître, les groupes de cases que l'on aperçoit de tous côtés, se soudant les uns aux autres, finiront par former comme un seul immense village. La vie est facilitée, non seulement par le régime douanier très libéral qui permet d'introduire les marchandises de toute provenance, sans faveurs spéciales pour celles d'origine métropolitaine, mais aussi par le bon marché de la nourriture. Celle-ci consiste pour les classes pauvres presque exclusivement en fruits et racines (bananes, patates, malangas, etc.) et en poissons. Le poisson volant ou « flying fish » est l'objet d'un commerce considérable. Il se pêche en quantités prodigieuses dans les eaux qui entourent l'île et en certaines années d'abondance il est détaillé à 2 et 3 sous la livre.

Malgré ces conditions très douces d'existence, les coudes sont si serrés en terre barbadienne que les hommes essaient dans toutes les colonies voisines. Beaucoup prirent part aux travaux du canal de Panama où leur vigueur et leur endurance étaient très appréciées. Cette constante émigration masculine a pour conséquence une notable disproportion entre les deux sexes (au recensement de 1896, 101 000 femmes pour 81 000 hommes). Sir Frédéric Hodgson, gouverneur de l'île, dans l'audience particulière qu'il voulut bien m'accorder, me dit combien les pouvoirs dirigeants sont préoccupés de l'accroissement de la population, surtout en présence de la débâcle qui menace l'industrie sucrière. L'exode des hommes ne suffit pas, ajoute-t-il, tant qu'il nous reste un si grand nombre de femmes dans une race où la natalité est exubérante. Exporter les femmes, telle paraît être la pensée dominante de la politique de sir Hodgson qui espère

pouvoir ainsi couper le mal dans sa racine. Dans ce but, il encourage et subventionne les nombreuses sociétés qui se sont créées, afin de pourvoir au placement à l'étranger des jeunes filles et jeunes femmes barbadiennes. La *Victoria Emigration society* notamment a procuré de nombreuses situations par ses agences des États-Unis. Les habitants de la Barbade conservent partout un amour vivace du sol natal; nombreux sont ceux qui reviennent au pays après avoir amassé un petit pécule.

Les Barbadiens ont au plus haut point des sentiments très vifs de loyalisme britannique. Ils se plaisent à rappeler avec une juste fierté que leur petite patrie, placée comme une sentinelle avancée au milieu de l'océan Atlantique, a été la première colonie anglaise fondée dans le Nouveau-Monde. Dès 1605, un schooner appelé « olive blossom » (fleur d'olivier), y transportait les premiers émigrants qui prirent possession de l'île au nom de Jacques 1^{er}. Depuis, elle est toujours restée anglaise, partageant les vicissitudes de l'histoire de la métropole, contribuant de ses ressources en hommes et en argent, à toutes les guerres faites dans la mer des Antilles, équipant de véritables expéditions à la mode des boucaniers, contre la Martinique, la Guadeloupe ou la Dominique. Les habitants se désignent eux-mêmes par le titre de *little Englishers*, et ils ont poussé jusqu'à la manie le désir de copier en tout les coutumes de la mère patrie. C'est ainsi que les travaux administratifs sont dirigés par un Conseil législatif, sorte de Chambre des lords en miniature, composée de neuf membres et par une Chambre des communes où siègent 24 membres représentant la capitale et les 11 paroisses rurales. Il y a, en outre, un Comité exécutif qui remplit le rôle du ministère dans le régime représentatif. Tout cet ensemble donne l'image d'un véritable Parlement. Un particularisme aussi étroit n'est pas sans entraîner certains inconvénients. En 1876, lorsque le Gouvernement métropolitain voulut mettre à exécution le projet de confédération des îles de Barbade, Saint-Vincent, Sainte-Lucie, Grenade et Tabago, les Barbadiens se soulevèrent pour défendre leur vieille constitution qu'ils considèrent comme un privilège. Il fallut l'intervention de la troupe pour apaiser les troubles et l'on dut abandonner le projet.

La proportion de l'élément blanc, comparé aux noirs et aux métis, est relativement considérable par rapport aux autres colonies des petites Antilles. Bien que beaucoup de familles aient quitté la Barbade, surtout depuis l'aggravation de la crise sucrière, on compte encore dans l'île plus de 15 000 blancs dont quelques-uns descendent des premiers occupants ou « settlers ». Parmi ceux-ci les Irlandais s'étant montrés les plus difficiles, on cite un acte passé par la législature en 1644 qui prohibait le débarquement de tout immigrant d'origine irlandaise. De toutes les colonies des Indes occidentales la Barbade est celle où l'influence étrangère s'est le moins fait sentir. L'anglais est la seule langue parlée et dans l'architecture des maisons qui imitent partout le « cottage », dans les coutumes, les mœurs, on retrouve sans alliage la même empreinte britannique.

Ceci constitue déjà une première originalité dans cette partie du monde où tant de races et de peuples



BRIDGETOWN. LE PONT CHAMBERLAIN, LES BASSINS, LA RADE.

se sont mêlés; à la Barbade, nous ne trouvons que les survivants des pionniers anglo-saxons et, au-dessous, la masse noire et les métis issus des descendants d'esclaves. Il faut signaler encore la complète prise de possession du sol. Tandis qu'à la Grande-Terre, une des deux îles qui composent la Guadeloupe, et dont la formation géologique est analogue à celle de la Barbade, la brousse et le marécage se rencontrent presque partout avec une population clairsemée habitant de misérables hameaux, dans la colonie anglaise, et, c'est

là une comparaison peu flatteuse pour notre amour-propre national, la colonisation a été intégrale. Pas un coin qui ne soit occupé et cultivé. La forêt primitive a disparu sous l'effort continu des générations successives, les chemins et les sentiers ont pénétré partout et forment comme les allées d'un prodigieux jardin que



PÊCHEURS DE LA BARBADE. LE POISSON SE TROUVE EN QUANTITÉ PRODIGIEUSE DANS LES EAUX DE L'ÎLE (page 545).

ceignent les flots de l'Atlantique. La prospérité de l'île a, du reste, des racines profondes dans le passé. Nous possédons, à cet égard, le témoignage précis du père Labat, religieux français et observateur sagace, qui visita la colonie au commencement du XVIII^e siècle. Il signalait le grand nombre d'établissements déjà créés à cette époque et l'état avancé de l'agronomie barbadienne.

Les alizés soufflant presque toute l'année à la Barbade, ce fut, dès l'origine de la colonisation, un avantage précieux pour les sucreries.

C'est essentiellement un pays de petite culture. En 1900, les statistiques dénombrent 440 fabriques dont une centaine environ possèdent des moteurs à vapeur; 7 propriétés seulement avaient une superficie supérieure à 300 hectares.

Au moment de la récolte, de janvier à avril, tout est subordonné à la production du sucre. L'île entière représente une immense ruche bourdonnante. De tous côtés on aperçoit des moulins à vent actionnant les rouages des fabriques et, sur les routes, des charretées de cannes se rendant aux usines. Il faut couper rapidement ces roseaux qui mûrissent et dont les panaches fleuris ondulent jusqu'au bout de l'horizon, puis en extraire le jus avant que la fermentation ait commencé. Sur toute la surface cultivée, le même travail se poursuit et l'air est imprégné de l'odeur particulière du sirop. Régulièrement, chaque année, cette île minuscule exporte plus de 50 000 boucauts (énorme barrique pesant près de 900 kilos) d'un sucre roux destiné à être transformé par les raffineries des États-Unis, sans compter les mélasses ou résidus de la fabrication, dont la qualité est très appréciée sur le marché canadien, où elles servent à l'alimentation des classes ouvrières.

Pendant plusieurs jours j'inspecte divers domaines, en vue d'étudier les procédés de culture et de fumure qui varient, suivant qu'ils sont appliqués en sols noirs ou sols rouges. La plupart des travaux des champs sont faits à la tâche, et souvent la plantation est entretenue, en vertu d'un contrat de fermage, qui constitue un mode d'exploitation familiale, où les besognes sont réparties entre le mari, la femme et les enfants. Si la méthode de fabrication est restée primitive et éparse en de nombreuses petites sucreries, au lieu de se concentrer en de puissantes usines munies d'un outillage perfectionné, pour des raisons

qu'il serait trop long de rechercher ici, la culture par contre peut être citée comme un véritable modèle.

L'utilisation de la fertilité du sol est poussée à ses extrêmes limites. Entre chaque rang de cannes on plante des vivres (maïs, patates, etc.) qui assurent la nourriture des nombreux travailleurs des champs. Ce sont les cultures dites intercalaires que l'on rencontre sur presque toutes les propriétés. Le système d'assolement particulier à l'île est également très bien compris.

Lorsque le Gouvernement anglais, désireux de faciliter à ses colonies à sucre la lutte contre la concurrence de la betterave, décida la création d'une organisation scientifique spéciale, il en plaça le siège à la Barbade. Le nouveau service désigné sous le nom d'« Imperial department of Agriculture » fut confié au Dr Morris qui était particulièrement qualifié par ses études antérieures pour remplir cette tâche délicate. Dans un entretien qu'il me fit l'honneur de m'accorder, le Dr Morris m'expliqua le dessein poursuivi par le Département impérial qui se propose de vulgariser dans les Indes occidentales anglaises et à la Guyane les meilleures méthodes agronomiques, de guider les cultivateurs dans la voie du progrès scientifique, d'étudier les moyens susceptibles d'améliorer la situation de l'industrie sucrière, enfin d'expérimenter les cultures qu'il serait possible de pro-



NÉGRILLON DE LA BARBADE MARCHAND DE PANIERS.

pager afin de procurer à ces colonies de nouvelles sources de revenus.

Afin de remplir ce vaste programme, le Parlement britannique a voté, pour une période de dix années, une subvention spéciale annuelle de 500 000 francs dont une partie sert à payer les employés travaillant à la Barbade, la plus forte somme étant consacrée à des subsides accordés aux diverses colonies, eu égard aux



LES ROUTES FORMENT COMME DES AVENUES D'UN PRODIGIEUX JARDIN (page 546.)

besoins constatés. Ces subsides sont destinés principalement aux jardins d'essais, aux laboratoires et champs d'expériences que le nouveau service a créés ou développés et à l'enseignement agricole pratique qui est donné non seulement dans les écoles et stations, mais aussi, sur place, à la demande des propriétaires. A cet effet, des moniteurs de culture ambulants « travelling instructors » se rendent dans les divers centres pour y fournir des explications, qu'il s'agisse de fumure, de plantation, de taille des arbres, de destruction des parasites ou de préparation des récoltes.

Le Département impérial publie sous forme de brochures d'un prix très modique, ou distribuées gratuitement, des instructions rédigées d'une façon très sommaire sur toutes sortes de questions relevant de l'agronomie tropicale. En outre, chaque année, les fonctionnaires et professeurs attachés aux diverses stations botaniques se réunissent en congrès, soit pour étudier la situation générale des services, soit pour se communiquer les résultats essentiels de leurs travaux. Pour donner plus de solennité à ce congrès et en faire ressortir toute l'importance, la séance d'ouverture à laquelle j'eus le plaisir d'assister, était présidée par le gouverneur de la Barbade.

Il n'est pas douteux que sous l'impulsion du Dr Morris, intelligemment secondé par un personnel d'élite, un avenir plus brillant semble réservé à ces colonies que la baisse des cours du sucre conduisait à la ruine. Sans négliger la denrée principale, la canne à sucre, qui continue à fournir le plus gros appoint pour l'exportation, les agronomes de l'« Imperial department » ont cherché à affranchir ces pays du danger toujours très grand de la monoculture. Des plantes à caoutchouc, comme le *castilloa elastica*, l'*hevéa*, ont été introduites; la préparation du cacao a été perfectionnée; on a amorcé un commerce de primeurs avec les États-Unis; de nouveaux moyens de transport ont été étudiés pour amener les fruits (notamment les bananes) sur le marché américain et même sur le marché de la métropole, enfin, plus récemment, à l'instigation de la « British Cotton growing association » ou association cotonnière anglaise, des plantations importantes de cotonniers ont été commencées, afin de permettre à l'Angleterre d'écarter le danger d'être exclusivement tributaire des États-Unis pour l'approvisionnement de ses manufactures du Lancashire.

Je me plais à rendre hommage au Dr Morris et à ses principaux collaborateurs, les professeurs Bowell

et Albuquerque; il n'est pas douteux que leurs travaux seront couronnés [de succès et que, par l'excellence de leurs méthodes, ils auront rendu de signalés services aux colonies anglaises du golfe du Mexique. Une organisation analogue serait absolument indispensable soit à la Guadeloupe, soit à la Martinique.

Beaucoup de personnes considèrent l'énormité des budgets des Antilles françaises, par rapport au chiffre de leur production, comme la cause principale de leur ruine. On préconise, en conséquence, la réduction des appointements des principaux fonctionnaires. Ce serait, cependant, une très grande erreur que de déclarer les colonies anglaises du golfe du Mexique moins obérées que les nôtres au point de vue financier. Leurs budgets ne sont pas moindres proportionnellement et elles ont, toutes, contracté des emprunts assez élevés pour la mise en valeur de leurs ressources. Quant aux appointements, le système anglais consiste à diminuer le personnel, mais non les salaires. Les fonctionnaires coloniaux anglais sont beaucoup mieux payés que les nôtres; en revanche on exige d'eux une plus grande somme de travail et leur responsabilité est garantie par des cautionnements. Voici quelques chiffres: le gouverneur reçoit 75 000 francs, plus 10 000 francs de frais de représentation, le chief justice ou président de cour 37 500, l'attorney general 25 000, le trésorier, le contrôleur des douanes, chacun 15 000 francs. Il s'agit ici d'une très petite colonie. Les émoluments pour les postes similaires à la Guyane et à la Trinidad sont encore plus élevés.

Aucune des colonies anglaises des Indes occidentales ne possède d'organisation financière analogue à nos banques coloniales. Le prêt sur récolte, tel qu'il fonctionne à la Martinique et à la Guadeloupe, y est inconnu. Aussi les agriculteurs endettés deviennent-ils la proie des usuriers de village. Cependant à la Barbade nous trouvons un établissement spécial la « Court of Chancery » qui a été d'un grand secours pour empêcher l'abandon complet des plantations que leurs propriétaires, faute de fonds, ne pouvaient plus exploiter.

Le relèvement de la Barbade se manifeste dans bien des directions différentes; un groupe de planteurs, guidés par les renseignements de l'« Imperial department », s'est appliqué à réussir l'exportation des fruits. Ce commerce comporte naturellement de gros aléas, qui ne sont pas sans remède cependant si l'on parvient à triompher des difficultés du transport. La Jamaïque a créé avec les États-Unis un trafic énorme de fruits; c'est par millions que se chiffrent les envois de bananes, ananas, oranges, noix de coco dans les ports de l'Union américaine. Il est vrai que le voyage ne dure que de 4 à 6 jours et c'était là, au début, un



PAYSAGE DE LA BARBADE. LA CABANE PRISON DITE TURNER-HALL.

très grand avantage pour la Jamaïque; mais, avec les progrès actuels de la navigation qui tend à rapprocher les distances et surtout, depuis l'installation si perfectionnée des cales ventilées et des appareils frigorifiques, maintenant une température constante, la question de la durée du voyage est devenue relativement secondaire. N'a-t-on pas vu dans ces dernières années l'Australie envoyer des viandes, des primeurs et des fruits sur les marchés européens?

Tout indique que l'archipel des Antilles est appelé à fournir de fruits et de légumes les villes des États-Unis. Il y a là une clientèle énorme en perspective et le mouvement qui a commencé par la Jamaïque pour s'étendre à Cuba ne tardera pas à gagner les autres îles situées plus au sud. La Barbade, la Dominique s'organisent déjà dans le but d'imiter ce qui a si parfaitement réussi à la Jamaïque. La compagnie de navi-



PAYSAGE DE LA BARBADE. LA BAIE DE SAINT-MARTINS.

gation la « Royal Mail » a aménagé plusieurs de ses paquebots pour faciliter la réussite de ce nouveau commerce.

La question est très intéressante pour nos colonies. Les plus belles variétés de bananes s'obtiennent, en effet, dans les terres vierges des vallées encaissées où règne une constante humidité chaude. Or, ces vallées sont nombreuses, particulièrement à la Guadeloupe, où plusieurs milliers d'hectares dans la partie montagneuse, non encore colonisée, conviendraient admirablement à cette culture. C'est par une véritable anomalie que notre colonie se trouve devancée dans cette voie par une île, comme la Barbade, où il n'existe plus de terres vierges et où, en général, la couche d'humus est tout à fait insuffisante. De l'avis unanime, les fruits et surtout les bananes des Antilles françaises sont bien supérieurs à ceux de la Jamaïque, de Cuba ou de la Barbade.

Ces pays ayant été les premiers à exporter, on avait une tendance à croire qu'ils possédaient des variétés spéciales qu'il y avait intérêt à introduire.

Dans ce but, le Conseil général de la Martinique avait voté, il y a une dizaine d'années, une somme spécialement destinée à se procurer des plants de bananes des colonies anglaises. M. de Pompignan, chargé de cette mission, a plaisamment raconté dans la *Revue des Cultures tropicales* comment les fruits de ces fameux plants achetés à nos voisins, à des prix assez élevés, se révélèrent absolument identiques à ceux que l'on trouve dans nos colonies. Faut de moyens de transport appropriés, nous restons tributaires encore une fois de l'étranger pour des produits que nos propres colonies pourraient fournir dans de meilleures conditions. A Paris la banane est entrée dans la consommation courante. La vente en augmente tous les ans, c'est par milliers de régimes qu'il faut chiffrer la quantité consommée; or tous ceux que l'on voit dans les épicereries de la capitale ont été achetés à Londres qui les tire soit des îles Canaries, soit de ses colonies d'Amérique.

Je me trouvais à la Barbade plus de trois ans après l'incident de Fachoda; mais dans l'île on avait gardé un souvenir très vif de l'émotion soulevée par la présence à cette époque (octobre 1898) de plusieurs vaisseaux de guerre anglais sur lesquels l'équipage s'attendait à recevoir, d'un moment à l'autre, l'ordre du branle-bas de combat. L'objectif de ces vaisseaux était de s'emparer, de suite, de la Martinique et de la Guadeloupe. Pour cette dernière colonie, l'opération eût été sans doute aisée; car si la Martinique, devenue point d'appui de notre flotte, a été mise en état de défense, du moins en ce qui concerne la baie de Fort-de-France, la Guadeloupe, par contre, ne possède ni troupes ni fortifications armées pour résister à un coup de main. Ce fait prouve à quel point nous avons été alors près d'une déclaration de guerre. La population de la Barbade souhaitait vivement que le différend divisant les deux nations fût apaisé. Il n'existait, en effet, dans cette colonie aucun sentiment d'animosité contre les Français et l'on peut même ajouter que la masse des habitants qui se compose de noirs a le sentiment obscur de la solidarité qui les unit aux noirs des autres îles appartenant à d'autres nationalités. Ils savent qu'ils descendent tous des Africains que les pratiques de la traite ont amenés dans les diverses colonies françaises, anglaises, ou espagnoles du golfe du Mexique.

Au point de vue ethnographique, à part Cuba, Porto-Rico et la Trinidad, tout l'archipel a été colonisé presque exclusivement par les noirs. Aussi, pour pronostiquer l'avenir réservé à ces pays, est-il indispensable d'essayer de pénétrer les idées de la race dominante par le nombre. Malheureusement cette question est obscurcie par toutes sortes de préjugés; et, avant de porter un jugement, l'observateur impartial ne devrait jamais oublier qu'en remontant à deux ou trois générations les ancêtres de tous ces noirs, subissant un odieux esclavage, étaient considérés comme du bétail humain.

M. Austen, le consul français de Bridgetown, me fait connaître avec quel esprit d'abnégation et de bon sens les réductions successives de salaire ont été acceptées par les noirs. Malgré le bon marché de l'existence, le taux de 0 fr. 60 à 0 fr. 80 par jour constitue un salaire de famine; ce qui n'a pas empêché la main-d'œuvre de rester fidèle. Tout le monde s'accorde à reconnaître que la population noire de ces îles est extrêmement douce de mœurs et qu'elle supporte l'adversité avec une résignation enjouée. On cite d'elle beaucoup de traits de dévouement dignes du prix Montyon. Leurs distractions favorites consistent à se réunir en bandes pour se baigner et s'ébattre dans les rivières ou à se livrer à des danses caractérisées par des mouvements rythmés du buste, alors que les jambes restent presque immobiles. Par les délicieuses nuits des tropiques, tandis que la lune brille d'un éclat que nous ne connaissons pas sous nos climats brumeux, le tam-tam retentit à la lisière des bois, les bamboulas s'organisent à tous les carrefours et les vieux se consolent de ne plus pouvoir se trémousser en jouant des airs mélancoliques sur l'accordéon, leur instrument de prédilection.

Le centre de Bridgetown porte le nom de « Trafalgar Square ». De là partent des tramways allant vers les faubourgs. On peut se rendre aussi jusqu'à Hastings rocks, charmante station située au bord de la mer à une lieue environ de Bridgetown. C'est à Hastings rocks que joue la musique du régiment stationné à la Barbade.

Ma dernière excursion a été une visite à la station expérimentale de Dodds. Je tenais à remercier son directeur, M. Howell, des facilités qu'il m'avait procurées pour me permettre de me rendre compte des essais culturaux qui sont faits à la station et dont les résultats sont comparés avec ceux obtenus sur diverses plantations. Tous les ans, il est adressé un rapport au gouverneur avec un résumé des expériences les plus intéressantes. D'après les indications de ces expériences le service agronomique recommande telle variété de cannes ou telle formule d'engrais.

Il ne me restait plus que deux jours à passer à la Barbade et il me fallut céder à l'entraînement général. Tout Bridgetown ne s'occupait que de « foot-ball », de « cricket » ou de « polo ». Je me laissai entraîner par mes amis anglais à suivre différents « matchs » qui passionnaient l'opinion publique. Qui l'emporterait? l'équipe de la Barbade ou celle de la Jamaïque? Il s'échange ainsi de colonie à colonie de terribles défis, plusieurs mois avant la réunion annuelle. Il est certain qu'une pareille émulation contribue beaucoup à créer un terrain d'entente et d'union entre des colonies où les occasions de se connaître sont rares et il y aurait grand intérêt à voir des relations analogues s'établir entre la Martinique et la Guadeloupe.

(A suivre.)

TH. DUFAU.



LE MOULIN A VENT ET L'USINE A VAPEUR, LES DEUX PROCÉDÉS DE L'INDUSTRIE SUCRIÈRE.



PLUS DE 200 000 INDIENS ONT ÉTÉ INTRODUIES DANS LA GUYANE ANGLAISE POUR LA CULTURE DE LA CANNE A SUCRE (page 556).

VOYAGE AUX PAYS DU CACAO ET DU SUCRE DE CANNE¹

UNE MISSION A LA BARBADE, A LA GUYANE ANGLAISE ET A LA TRINIDAD

PAR M. TH. DUFAU

Photographies de M. Delacourt Kell, Georgetown.

II. — LA GUYANE ANGLAISE

II. — Arrivée à Georgetown. — Les « seedlings ». — L'industrie sucrière. — L'immigration indienne. — Visite de plantations. — Le parti des noirs. — Organisation administrative. — Régime des prisons. — Les plantations de cacao sur les bords du Demerara. — Faune de la Guyane. — Découvertes. — Mines d'or et de diamant. — Exploitations forestières. — Le balata. — Hydrographie de la Guyane. — Irrigation des terres en culture. — District du nord-ouest.



INDIENNE IMMIGRÉE A LA GUYANE ANGLAISE.

Je quittai Bridgetown, le 25 janvier 1902; un steamer de marche moyenne met deux jours pour se rendre de la Barbade à la Guyane anglaise. Le continent s'annonce par la coloration de la mer qui, surtout près de l'embouchure des fleuves, passe du bleu au jaune plus ou moins foncé. Les apports alluvionnaires de ces cours d'eau majestueux qui s'appellent Demerara, Berbice, Essequibo, Corentyne, sont véritablement énormes. Les fonds marins en sont modifiés sans cesse; et, lorsque la houle du large ne vient pas contrarier ce travail des fleuves, les dépôts d'alluvions ne tardent pas à former des îles. La génération actuelle en a vu s'édifier plusieurs dans l'estuaire du Demerara qui, déjà, sont couverts de bois donnant un excellent combustible pour l'alimentation des fours des usines.

Georgetown, la capitale de la Guyane anglaise, possède de forts beaux quais où les plus grands paquebots peuvent accoster. C'est là une grande facilité pour les voyageurs et le commerce. Dès que l'on a pris contact avec la ville, l'impression ressentie est que l'on se trouve en présence d'une très importante colonie, où toutes les transactions sont subordonnées à la production du sucre. Les maisons de commerce sont nombreuses. Elles présentent plus encore qu'à la Barbade, le caractère d'entrepôt universel, recevant de l'extérieur tous les articles susceptibles

d'être consommés dans la colonie et opérant, en retour, des chargements de sucre dont la destination principale est le marché des États-Unis. Elles sont unies aux producteurs par des liens très intimes. Ces maisons

1. Suite. Voyez page 54.

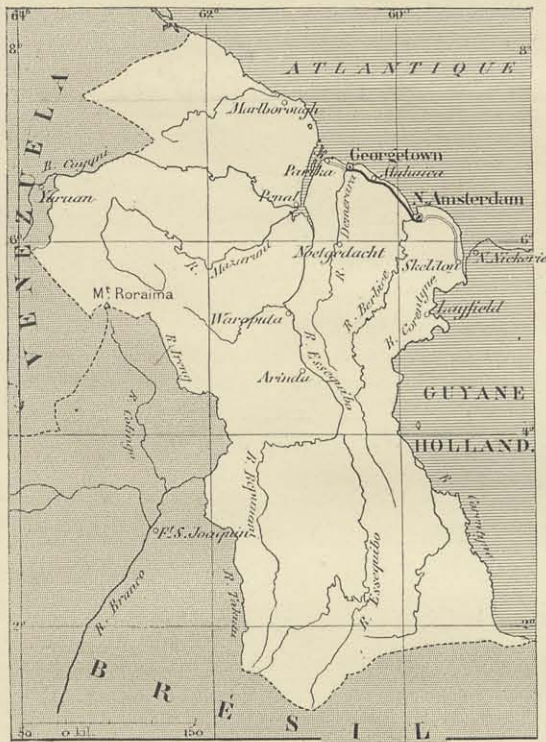
communiquent directement avec les quais pour faciliter l'embarquement et le débarquement des marchandises, tandis que les comptoirs de vente ouvrent sur Water street qui est la grande artère commerciale.

Avant de parcourir la ville, j'ai hâte d'aller visiter le Jardin botanique, connu sous le nom de Vlissingen, et dont la renommée, parfaitement justifiée du reste, est telle qu'elle suffit à attirer les touristes en Guyane. Un tramway électrique m'y mène en quelques minutes et il faut avoir soin de s'y rendre de bonne heure, tant la chaleur est grande, même à cette époque de l'année, dès que le soleil approche du zénith.

Le jardin de Vlissingen, véritable merveille, est aussi coquet que le parc Monceau de Paris avec une superficie quinze fois plus étendue. Dès l'entrée, j'admire la parfaite ordonnance des allées et l'éclat des fleurs disposées en corbeilles, au milieu de pelouses constamment arrosées et entretenues avec la minutie d'un parc anglais. Plus loin s'étalent toutes les splendeurs de la flore tropicale. Sous la haute direction des Jardins royaux de Kew, on a mis à contribution les principales stations botaniques des colonies anglaises pour obtenir et réunir ici, pour la grande joie des yeux, les plus beaux spécimens de plantes arbustives et ornementales étalant fièrement leurs panaches de feuilles et leurs panicules fleuries, sous un ciel rayonnant de lumière. J'admire la magnifique collection de *ficus*, l'*atalia* du Brésil, un des plus beaux palmiers connus, les *corypha* originaires de l'Inde et dont certains (*umbraculifera* et *elata*) offrent cette particularité de ne fleurir qu'une fois vers l'âge de quinze ans pour mourir après, le *pandanus* aux racines apparentes si bizarres et le *cannon ball tree*, essence très curieuse fournissant, à la base du tronc, des fruits dont la forme rappelle celle d'un boulet de canon.



GEORGETOWN. LA STATION DU MARCHÉ.



CARTE DE LA GUYANE ANGLAISE.

Le jardin est sillonné par des canaux où les « *Victoria regia* » et les lotus viennent admirablement. La *Victoria regia* a été trouvée dans plusieurs cours d'eau de la Guyane. On l'a propagée en semant les graines dans une terre légère; quand la germination s'est produite, on enfouit le plant à une petite profondeur dans le lit des canaux; la plante se développe puis, par ses tiges, apparaît à la surface de l'eau où elle vient s'épanouir et fleurir. Le parc de Vlissingen n'était, il y a vingt-cinq ans, qu'un vaste marécage. On a eu à vaincre les plus grandes difficultés pour mener l'œuvre à bien; il a fallu drainer toute l'eau accumulée, afin d'éviter la pourriture des racines; et comme, d'autre part, il était essentiel de pouvoir irriguer pendant la saison sèche, on a créé un système de rigoles par lesquelles l'eau captée dans le grand canal de Lamaha est distribuée dans toutes les parties du jardin. Ce canal de Lamaha est un des plus beaux de la Guyane; large de 4 mètres et ayant plus de 3 mètres au plafond, il date du temps de l'occupation hollandaise. Les Anglais l'ont prolongé et amélioré. Ils en ont régularisé le débit au moyen d'une pompe élévatoire.

Je n'avais pas cédé au seul charme de la promenade en consacrant ma première journée au jardin de Vlissingen. Je désirais vivement visiter les deux champs d'expériences consacrés, l'un aux « seedlings » ou cannes venues de graines, l'autre aux essais de fumure. MM. Jenman et Harrison ont la haute main sur ces travaux, le premier dirigeant les services agronomiques, le second s'occupant de tout ce qui concerne la chimie appliquée à l'industrie sucrière. Il n'est pas sans intérêt d'indiquer brièvement en quoi consiste l'étude des seedlings. Les graines de la canne ayant été longtemps considérées comme infertiles, on n'employait que le bouturage pour la reproduction et la mul-



QUELQUES VARIÉTÉS DES NOUVELLES CANNES OBTENUES DES « SEEDLINGS ».

tiplication de l'espèce. Les tronçons ou boutures proviennent soit du corps de la canne, soit de la partie supérieure de la tige. Ces dernières, dites boutures de tête, sont préférées : elles se composent généralement de trois ou quatre bourgeons. On les place dans le sillon que l'on recouvre légèrement ; le bourgeon produit une petite tige qui est le début de la végétation et l'origine de la souche.

Dans de pareilles conditions, il n'était pas possible d'espérer découvrir de nouvelles variétés. Les rejetons reproduisaient invariablement le type de la tige mère avec une tendance à la dégénérescence. Si cependant on rencontrait certaines cannes différentes d'aspect qui avaient fini par constituer de véritables variétés, il y avait lieu de supposer qu'il existait une hybridation naturelle que l'on ne pouvait suivre. La question a fait un grand pas lorsqu'il a été définitivement démontré que les graines de la canne n'étaient pas infertiles. Cette grande découverte qui peut révolutionner dans l'avenir l'industrie du sucre est due au hasard. Le chimiste Drum constata un semis naturel sur une propriété de la Barbade. Des cas analogues devaient se présenter souvent ; mais, les premières pousses de la canne ressemblant absolument à l'herbe environnante, elles étaient détruites par les sarclages. M. Drum isola ce semis qui donna naissance à une nouvelle variété. Une découverte du même genre fut faite, vers la même époque, à la Martinique où l'on rencontra une touffe de cannes poussant sur un vieux mur.

Depuis, les études ont été poursuivies à Java, aux Antilles, et, grâce aux travaux de Soltwedel, de Kobus, aux expériences de Howell à la Barbade, de Jenman à la Guyane, on possède aujourd'hui des centaines de variétés de cannes, toutes issues de graines et parmi lesquelles on a sélectionné des plants dont quelques-uns se sont montrés supérieurs aux espèces communément employées comme rendement en sucre, puissance de végétation et résistance aux maladies. Lorsque ces plants ont fait leurs preuves dans les stations botaniques, ils sont recommandés aux propriétaires qui les propagent en grande culture.

Au début, devant les résultats obtenus avec ces nouvelles variétés de cannes qui donnaient jusqu'à 80 et 100 000 kilos à l'hectare, alors que la canne communément cultivée n'en donne en moyenne que 40 ou 50 000

pour la première coupe, il y eut un véritable engouement de la part de certains planteurs qui s'empressèrent de remplacer la canne blanche par les nouvelles variétés. Cette canne blanche qui est répandue partout dans la région des Antilles et des Guyanes est aussi appelée canne d'Otaïti d'où elle aurait été tirée ; elle offre l'avantage d'être complètement acclimatée et de donner un rapport régulier, lorsqu'elle n'a pas dégénéré. Pour les seedlings, au contraire, auxquels on donne un numéro pour les distinguer et en indiquer la provenance, il se produit dans le rendement des différences très grandes dont les raisons sont encore mal connues. C'est donc avec une extrême prudence que les planteurs doivent essayer ces nouvelles variétés et il est préférable de s'en tenir à la canne blanche tant qu'elle n'a pas été attaquée par les maladies et qu'elle donne un rendement suffisant.

On comprend combien ces expériences sont importantes et quel prix on y attache dans ces colonies, si l'on réfléchit que pour la Guyane, par exemple, toute la fortune publique, le budget, l'existence même des habitants reposent uniquement sur l'industrie sucrière. Nous trouvons ici une oligarchie de planteurs pour lesquels en dehors de la barrique de sucre, il n'est point de salut. Au début, cet exclusivisme a paru justifié par les résultats, mais dans ces dernières années, les progrès réalisés dans la culture de la betterave ont provoqué une diminution du prix de revient dont les cours se ressentent. La Guyane semble condamnée à une lutte de plus en plus inégale. Le chiffre total de la production se maintient encore, tandis que la valeur en est réduite de plus d'un tiers. Les exploitations plus importantes et moins endettées ont absorbé peu à peu celles qui étaient placées dans des conditions plus défavorables. C'est ce que l'on a appelé « l'amalgamation ». Les petites fabriques disparaissent, les plus grosses s'étendent et accaparent. Pour une exportation d'environ 100 000 tonnes de sucre, on comptait plus de 150 usines, il y a vingt ans. Ce nombre s'est réduit des deux tiers. C'est à peine s'il en subsiste 50 aujourd'hui, et la production moyenne par fabrique s'est notablement accrue.

On a dépensé ainsi de fortes sommes pour perfectionner l'outillage afin de diminuer les frais de fabrication, et les dépenses d'administration proprement dites ont été réduites dans la mesure du possible. Il fallait, coûte que coûte, produire le sucre à meilleur marché ; cependant ces diverses mesures auraient été insuffisantes si la Guyane n'avait pas eu la bonne fortune de posséder une main-d'œuvre qui a pu s'adapter aux conditions spéciales que la lutte industrielle imposait. Tous les planteurs ou fabricants que j'ai eu l'occasion de consulter au cours de mon enquête ont été unanimes à reconnaître que, si la Guyane a résisté à la concurrence des sucres primés par les législations européennes, elle le doit surtout à l'organisation de ses ateliers agricoles, composés

presque exclusivement d'Indiens, dont les premiers convois remontent à 1838.

L'esclavage venait d'être aboli et les champs avaient été désertés par les descendants des Africains devenus libres. Il fallait, de toute nécessité, assurer la continuation des travaux champêtres et augmenter le nombre des bras pour étendre les cultures. Le problème a été résolu, grâce à l'immigration. Le gouvernement local entretient dans l'Inde un service spécial composé d'agents recruteurs dont le chef a des appointements de ministre (50 000 francs par an). Il s'agit de procurer à la colonie des sujets jeunes, vigoureux et, en général, cultivateurs de profession. Plus de 200 000 Indiens ont été introduits de la sorte, et,



GEORGETOWN. LA WATER STREET ; AU FOND LA STATION DU MARCHÉ.

lors du dernier recensement, sur une population de 300 000 habitants, les Hindous formaient environ les deux tiers. En Guyane l'Indien vit à part, il conserve son costume, ses usages, sa religion. Georgetown possède même une mosquée pour les immigrants qui professent l'islamisme. Le Gouvernement anglais s'accommode très bien de ce particularisme et de la diversité des races. Sa devise est : diviser pour régner.



LE VLISSINGEN (JARDIN BOTANIQUE DE GEORGETOWN) EST AUSSI COQUET ET QUINZE FOIS PLUS GRAND QUE LE PARC MONCEAU (page 554).

Au point de vue légal, l'immigration est régie par des ordonnances votées par les conseils locaux (la dernière, mise en vigueur à la Guyane, date de 1891). Elles réglementent les conditions du travail, protègent l'Indien contre les mauvais traitements et édictent diverses pénalités soit contre les employeurs, soit contre les engagés.

Désirant me rendre compte des résultats obtenus, je visite plusieurs exploitations importantes, la Diamond Estate, les plantations Maryville et Belfield, la Leonora, la factorerie de Vryheid's lust. Beaucoup de propriétés portent des noms hollandais qui datent des premiers temps de l'occupation du pays.

Ma mission comportait essentiellement une étude spéciale des conditions du travail, et la question de la main-d'œuvre devait retenir toute mon attention; question capitale dans beaucoup de colonies où l'agriculture périclité faute de bras suffisants pour la mise en valeur du sol. Dans la zone des Antilles et des Guyanes cette difficulté se complique par le fait que le noir propriétaire cultive de préférence les denrées locales destinées à l'alimentation, ce qu'on appelle les vivres du pays. Il prélève d'abord ce qu'il faut pour l'entretien de sa famille et vend le reste dans le voisinage. Il ne s'occupe de la canne que par surcroît, pour s'assurer un complément de ressources et à condition d'être à proximité de la fabrique ou d'une voie ferrée. Afin de maintenir les champs de cannes en culture et de donner aux fabriques tout l'approvisionnement nécessaire, il était donc indispensable de faire appel à la main-d'œuvre étrangère.

Le travail de l'immigrant se fait soit à la journée, soit à la tâche; celle-ci est calculée de façon qu'un homme de force moyenne puisse l'exécuter en sept heures; mais il est de notoriété publique en Guyane que, depuis la baisse des sucres, les tâches ont été augmentées au point que beaucoup d'Indiens, moins robustes ou plus apathiques, doivent revenir deux et quelquefois trois jours pour terminer la besogne prescrite.

L'Indien n'est pas libre de refuser la tâche pour demander le paiement à la journée, il a seulement la faculté de se présenter devant le tribunal du district, lorsqu'il trouve qu'on a abusé de ses forces. Il y a là une simple question de fait que le juge tranche après avoir pris l'avis d'experts nommés. L'immigrant est très protégé en ce qui concerne l'hospitalisation et les règlements sanitaires; à cet égard l'intérêt du loueur se confond avec celui de l'engagé. Celui-ci représente, en effet, comme du temps de l'esclavage quoique dans une mesure moindre, un véritable capital avancé par l'employeur, capital qui se trouve compromis ou perdu si l'Indien tombe malade ou meurt.

Les Indiens sont logés dans de vastes bâtiments en bois, divisés en petites chambres, dont chacune porte un numéro: ce qui facilite l'appel des travailleurs. Autrefois on recrutait peu de femmes; cela avait donné lieu à de tels abus que le Gouvernement exige aujourd'hui une proportion de 30 pour 100 environ de femmes par chaque convoi. Les hôpitaux sont établis, en général, à proximité des bâtiments d'exploitation. Si le médecin inspecteur juge insuffisants les soins donnés, il a le droit de faire transporter l'immigrant en traitement dans un établissement public où le patron paie 1 fr. 25 par jour pour chaque Indien hospitalisé.

L'agent général du Service de l'Immigration, l'honorable M. Alexander, me cite un détail touchant. Lorsqu'un jeune Indien perd ses parents, l'Administration n'est pas embarrassée pour lui trouver une nouvelle famille : les voisins, soit célibataires, soit même mariés, s'offrent de suite à recueillir l'orphelin.

A la Guyane, le rapatriement des immigrants valides a lieu après dix ans de séjour dans la colonie, sous la condition de produire un certificat d'exemption de travail qui est donné à l'expiration du terme stipulé au contrat, ou, lorsqu'il est établi, par les registres de la plantation, que l'engagé a déjà gagné un total de salaires s'élevant à 350 dollars. L'immigrant supporte une partie des frais de rapatriement, et, s'il consent à rester dans la colonie, on lui accorde une concession de terre gratuite ou une prime de 125 francs.

Au point de vue financier, l'immigration est organisée de la manière la plus pratique. Le gouvernement local fait les avances nécessaires pour assurer le recrutement, le transport et la répartition des Indiens. La part de frais incombant aux planteurs est recouvrée au moyen d'un impôt foncier (*acreage tax*) et par des versements répartis sur cinq années et garantis au moyen de traites que signent les propriétaires intéressés.

Je m'en tiendrai à ces détails sur l'immigration indienne. Ils ne paraîtront pas trop minutieux, si l'on réfléchit que la Guyane anglaise, ainsi que la remarque en a été souvent faite, est plutôt une immense fabrique de sucre qu'une colonie proprement dite et que l'immigration, suivant l'énergique expression anglaise, est considérée par les planteurs comme l'épine dorsale (*the backbone*) de tout le système.

En parlant de la Trinidad, j'aurai, du reste, à revenir sur ce sujet, qui, dans cette dernière colonie, présente un caractère social plus prononcé, par suite de l'influence plus grande du parti des noirs.

En Guyane les noirs sont relativement peu nombreux et dispersés sur de vastes étendues. Depuis la baisse des salaires, ils ont une tendance à rechercher les travaux de mines beaucoup mieux rétribués. D'autre part, si le noir est moins discipliné que l'Indien ; si, en souvenir de l'esclavage, il ne peut se plier au régime des ateliers agricoles, il est juste de reconnaître que sa collaboration est précieuse pour les besognes qui exigent, avant tout, la force et l'endurance aux fatigues.

Sans la main-d'œuvre africaine, les expéditions forestières, ou en quête de filons aurifères, ne seraient pas possibles dans tout l'hinterland des Guyanes.

Les revendications des noirs, leur opposition au principe même de l'immigration, ont ici pour principal défenseur, le Révérend H. J. Shuley, chef du parti radical, qui a fondé le journal *the People*. Ce clergyman, dont l'influence était déjà très grande, lors de mon passage, habite New Amsterdam.

Tant que le suffrage sera constitué sur les bases actuelles, la direction politique restera entre les mains



GEORGETOWN. PAVILLON DE LA BANQUE COLONIALE.

des principaux planteurs détenant la presque totalité du sol cultivable. L'organisation de la communauté est essentiellement aristocratique. Le gouverneur nommé par le Roi est maître absolu de l'Administration, il s'appuie sur une Cour politique (*court of police*) composée de cinq fonctionnaires, chefs de service, et de cinq membres choisis par la cour parmi des candidats présentés par les notables constitués en collèges électoraux. L'avis de l'Administration est naturellement prépondérant ; il n'y a un simulacre de contrôle qu'en matière d'impôts,

pour la fixation desquels, le gouverneur doit s'adjoindre six représentants financiers qui forment alors la Cour combinée (*combined Court*).

La loi civile hollandaise est encore appliquée en certaines matières ; au criminel, c'est le code d'importation anglaise qui fait seul autorité, avec un régime pénitentiaire assez dur.



L'HINTERLAND GUYANAIS EST ENCORE FRÉQUENTÉ PAR DES INDIENS AUTOCHTONES (page 564).

La prison principale de Georgetown est, du reste, fort curieuse à visiter. Elle date du temps des Hollandais et par sa construction massive ressemble à un véritable château fort. J'y ai trouvé un grand nombre d'Indiens dont quelques-uns condamnés au « *hard labour* », sorte de travaux forcés exécutés, soit sur les routes, soit à l'intérieur des maisons de détention. Cette organisation est pratique lorsqu'il s'agit d'accomplir des besognes utiles à la colonisation, très pénibles, et pour lesquelles le recrutement de travailleurs libres serait très onéreux ; mais que penser de certaines tâches absolument improductives, vestiges d'une époque où l'on s'appliquait à vexer et à châtier les délinquants ? Tel, le supplice du « *crank* » qui est encore en usage. Le prisonnier enfermé dans sa cellule doit tourner une manivelle dont le mécanisme est extérieur. Il faut un certain nombre de tours proportionné à la force du sujet avant d'obtenir une sonnerie qui indique la fin du supplice. Le prisonnier n'a droit à sa ration ou à une sortie dans la cour de la prison qu'autant que la sonnerie a fonctionné.

A l'infirmerie, je me trouve en présence d'une dizaine de forçats échappés de Cayenne, parmi lesquels le fameux Allmayer, dont les exploits rappelant les romans de Gaboriau ont, à plusieurs reprises, défrayé la chronique parisienne. Allmayer dont la tenue était celle d'un parfait gentleman et qui jouissait alors d'une parfaite santé, se tenait à l'écart de ses autres compagnons de captivité, ne paraissant pas désirer voir la fin de son séjour à Georgetown. Les formalités administratives pour l'extradition, même de criminels avérés, sont longues et compliquées ; les autorités anglaises ont eu, fort souvent, à faire entendre leurs doléances sur les difficultés de toute sorte que leur occasionne le voisinage de nos bagnes guyanais. Les évasions sont fréquentes et les forçats capturés sur le territoire britannique ne peuvent être soumis au régime habituel de la prison. Ils sont considérés comme étant en état de prévention et, lorsque cet état se prolonge assez longtemps, leur entretien constitue une véritable charge pour les finances locales.

J'ai signalé que la politique est ici peu suivie ; en revanche, les discussions sont passionnées entre ceux qui soutiennent que la colonie ne peut vivre que par l'industrie sucrière et ceux qui préconisent des essais de nouvelles cultures. Aussi désirant me faire une opinion sur ce point si controversé, j'acceptai avec empressement l'offre qui me fut faite par M. Barclay d'aller visiter sa plantation de cacaoyers située à 40 milles de Georgetown, le long des rives du Demerara. Le service sur le fleuve est assuré par des steamers dont la principale clientèle consiste en ouvriers se rendant sur les placers. A la remontée, dès que l'on a dépassé les plantations Petershall-Providence-Ruimveld, toute trace de colonisation semble disparaître ; à droite et à gauche, aussi loin que porte la vue, on n'aperçoit que d'immenses étendues plates se reliant au



GEORGETOWN. LE LAWN-COURT.

fleuve par des bayous d'eau stagnante. Après trois heures de navigation, le bateau s'approche d'une petite crique dissimulée dans les roseaux. Un coup de sifflet est lancé de la passerelle. C'est le signal annonçant qu'un voyageur désire débarquer. On y répond de la rive d'où se détache une embarcation dans laquelle je prends place. Me voici à Coverden, le domaine de M. Barclay ; immense bois de cacaoyers s'étendant sur plus de soixante hectares, oasis de verdure créée par la ténacité et la foi robuste de cet Anglais qui n'a pas hésité à placer dans cette solitude, à moitié noyée, plus de 300 000 francs de ses économies.

Tout en me faisant parcourir ses cultures, M. Barclay me raconte les débuts de l'entreprise. Ancien gérant d'une

propriété déjà atteinte par les effets de la crise économique, et désespérant de voir la prospérité renaître par la seule culture de la canne, il avait constaté l'existence de groupes de cacaoyers très bien venus sur des « *settlements* » habités autrefois, du temps de l'occupation hollandaise — notamment le long des rivières Demerara et Essequibo. Il acquiert la conviction que cet arbre est bien dans son habitat et il se

décide à en faire une culture régulière. L'emplacement choisi, les deux premières années sont consacrées à la tâche ingrate d'abattre la forêt et de drainer le sol. Cette tâche est heureusement facilitée par l'existence d'anciens canaux hollandais qu'il suffit de désobstruer et de régulariser. Les travaux préliminaires entraînent de lourdes dépenses

sans qu'il soit même possible de faire les premiers semis. Aussi ne manque-t-on pas de prédire à M. Barclay que son argent sera englouti sans espoir de succès. Aujourd'hui, après douze années d'efforts persévérants, le but est presque atteint; les plus sceptiques ne peuvent nier la réussite. La production annuelle dépasse 30 000 kilos de cacao, ce qui représente environ 50 000 francs; or, le sol étant presque couvert par l'ombre des cacaoyers, alignés régulièrement à 4 mètres de distance, les plantes parasites ne peuvent plus pousser, faute de lumière. Les sarclages deviennent inutiles et voilà la plus grosse dépense de faisances valoir supprimée. La démonstration est maintenant faite, le territoire riverain des fleuves guyanais convient admirablement à la culture du cacaoyer et il faut espérer qu'une pareille leçon de choses fera surgir de nombreux

imitateurs de M. Barclay. Je ne parlerai pas de l'installation spéciale de cette propriété pour le séchage et la préparation de la fève du cacao, j'aurai à revenir sur ce sujet, lorsque je visiterai la Trinidad où la culture du cacaoyer est très en faveur.

Des obstacles naturels de toute sorte rendent particulièrement difficile l'exploration méthodique de l'arrière-pays. Toutes les rivières et surtout le Mazaruni sont coupées par de nombreuses cataractes; celle de Kaieteur a été comparée au Niagara. A part quelques groupes de cases, situés à de longues distances, et appartenant soit à des missions, soit à des exploitations aurifères ou diamantifères, la solitude semble complète. Cependant depuis les voyages du Dr Crevaux et de Henri Coudreau, d'Im Thuan, de Brown et plus récemment de MM. Quelch et Connell, on sait que ces espaces sont parcourus par de nombreuses tribus d'Indiens autochtones qui se déplacent suivant les terrains de chasse qu'ils rencontrent. Autrefois quelques-uns de ces aborigènes venaient assez fréquemment dans les villes du littoral pour y porter des objets d'échange. Aujourd'hui, pour les rencontrer, il faut aller très loin; ils établissent leurs campements de préférence aux lieux de portage, où les piroguiers ont à contourner les cascades.

Toutes ces tribus d'Indiens aux noms plus ou moins étranges se rapprochent, comme types, des Galibis et des Caraïbes que l'on retrouve également dans la région des Antilles. MM. Quelch et Connell ont



FÊTE BRAHMANE ORGANISÉE PAR LES INDIENS COOLIES DE LA GUYANE.

étudié leurs idiomes et leurs usages pendant les voyages qu'ils ont faits dans tout le pays que domine le mont Roraima.

L'hinterland des Guyanes n'a commencé à être connu que lorsque l'or y fut découvert. Rien n'a arrêté l'élan des prospecteurs, ni la fièvre, ni les barrières rocheuses, ni les rapides des fleuves. Le précieux métal existe dans des gisements alluvionnaires dont les plus riches ont été rencontrés au bord de certaines criques des fleuves, notamment du Mazaruni, à trois et quatre semaines de marche du littoral. Ces exploitations menées avec des moyens très primitifs et désignées sous le nom de « placers » ont enrichi bien peu de gens. Cependant, l'industrie paraît devoir entrer dans une phase nouvelle, depuis que l'on s'est attaqué aux filons quartzes qui ont été rencontrés en plusieurs endroits. D'autre part, pour broyer le quartz et produire l'or à un prix avantageux, il faut amener à pied d'œuvre un outillage coûteux qui n'est utilisable que pour des gisements très riches. Trouvera-t-on dans la Guyane des terrains analogues à ceux du Transvaal d'où l'or puisse être extrait avec profit? Plusieurs syndicats se sont formés dans ce but; ils sont entre les mains de capitalistes allemands qui, après une première enquête, paraissent avoir confiance dans le résultat final.

L'ingénieur qui me donnait ces renseignements évaluait à plus de £ 150 000, soit 3 750 000 francs, les sommes déjà dépensées par ces syndicats en travaux préparatoires et achats de premier matériel. Lors de mon passage, les imaginations étaient aussi très surexcitées à l'occasion de la découverte qui venait d'être faite de mines de diamant. On s'était adressé à un spécialiste de l'Afrique australe au courant des mines de Kimberley. J'ai su depuis que l'opinion de ce spécialiste n'avait pas été très favorable. Le diamant découvert est d'une assez belle eau, mais il se présente toujours en très petits fragments d'une valeur moyenne ne dépassant guère 50 francs.

Le service minier est très bien organisé. Il a publié une réglementation sévère rendue indispensable par l'extrême difficulté qu'éprouve le Gouvernement pour surveiller un territoire aussi vaste et absolument dépourvu de routes. Une réglementation analogue est appliquée en matière de concessions forestières. Ces

concessions sont demandées principalement pour la recherche du *balata*, arbre à latex, qui donne lieu à un commerce considérable. Le caoutchouc extrait du *balata* n'est pas aussi apprécié que celui provenant des *hevea* brésiliens ou des *castilloa* de l'Amérique Centrale. Par contre, les saignées faites aux *balata* donnent un produit plus abondant et on les rencontre par groupes nombreux dans certaines parties de la forêt guyanaise. C'est alors une exploitation très fructueuse, lorsqu'on n'est pas trop éloigné d'un cours d'eau.

Les expéditions à la recherche du *balata* sont, en général, organisées par des négociants de Georgetown qui se réunissent pour équiper, à frais communs, un bateau sur lequel on charge le matériel et des provisions de bouche pour plusieurs mois. Les risques sont énormes. L'équipage du bateau se compose de quelques Indiens aborigènes dits conducteurs, connaissant bien les détours et les rapides des rivières, et d'une troupe de noirs et de métis, sous la direction d'un homme énergique appelé « foreman », sur lequel repose le plus souvent tout le succès de l'entreprise. Ce foreman doit décider de l'emplacement où l'on opérera. Il a tant par chaque livre de caoutchouc qu'il peut faire parvenir à la côte. Les hommes chargés de saigner les arbres, de recueillir le latex et de le faire coaguler, ont droit à la nourriture et à un salaire variant de 0 fr. 50 à 1 franc par jour. En route, toutes sortes d'accidents peuvent survenir; et il arrive souvent que les expéditeurs restent



LES CONVOIS D'IMMIGRANTS INDIENS COMPORTENT 30 POUR 100 DE FEMMES (page 557).

deux ou trois mois sans avoir aucune nouvelle. Parfois même, les conducteurs reviennent à vide pour chercher un convoi de ravitaillement que les intéressés sont obligés de fournir. Aux termes de la loi anglaise, le refus pourrait être considéré comme un homicide.

On sait que du temps de l'esclavage, beaucoup de noirs échappés des ateliers et désignés sous le nom

de nègres marrons dans les Antilles françaises se réfugiaient dans les forêts. A la Guyane, ces noirs ont constitué de petites communautés indépendantes; ce sont les « Bush negroes » ou nègres Boch dont on rencontre quelques villages en s'enfonçant dans l'intérieur. Leur nombre tend à se réduire. Les Bush negroes sont décimés par la lèpre, l'éléphantiasis et la variole.

L'élément blanc est également en décroissance; depuis que la baisse du sucre a enlevé l'espoir des fortunes rapides, les immigrants de race blanche sont de moins en moins nombreux. Dans ces dernières années, les seuls blancs débarqués en Guyane pour s'y fixer sont surtout des Écossais dont la force de résistance est très grande. Les directeurs des exploitations les emploient comme « overseers », c'est-à-dire surveillants. Dans un climat aussi humide et aussi chaud que celui des Guyanes, la race blanche, minée par l'anémie et le paludisme, a nécessairement une tendance à disparaître dès que l'immigration se tarit. Si elle se



UN JOUR DE MARCHÉ DANS LA BANLIEUE DE GEORGETOWN.

maintient encore, notamment dans la capitale, cela tient au bien-être répandu dans la classe bourgeoise et aux conditions hygiéniques très bien comprises. J'ai pu constater que, même dans les faubourgs les plus misérables, la municipalité fait surveiller attentivement l'entretien des canaux et l'enlèvement des ordures ménagères. En outre, presque toutes les maisons de Georgetown sont situées au milieu de jardins entretenus avec le plus grand soin. Dans les quartiers riches, quelques-uns de ces jardins forment de véritables parcs où les Anglais ont accumulé les plus beaux spécimens de la flore tropicale. Toutes les habitations sont établies sur pilotis. Ce mode de construction s'imposait avec un sol constamment saturé d'humidité.

La plus grande partie du littoral de la Guyane anglaise se trouvant placée au-dessous du niveau de la mer, il a été indispensable de lutter non seulement contre l'envahissement des eaux pluviales qui, faute d'une pente suffisante, ne peuvent s'écouler, mais aussi contre les ravages de la mer. Les Hollandais, dès les premiers temps de leur occupation du pays, ont donc eu à appliquer les procédés qui leur étaient familiers, la Hollande offrant sur ses côtes une configuration analogue à celle de la Guyane. Ils ont creusé de nombreux fossés destinés à drainer l'excès d'humidité et ont élevé contre les flots de l'Océan des travaux de défense : digues, écluses et parapets que les Anglais qui leur ont succédé en 1815 n'ont eu qu'à étendre ou à entretenir. L'œuvre hydraulique des Hollandais, dont on retrouve de tous côtés des vestiges quelquefois enfouis sous la brousse, est véritablement gigantesque et n'a pu être réalisée qu'avec les facilités que procurait la main-d'œuvre servile. De pareils travaux ne seraient possibles aujourd'hui qu'au prix de dépenses énormes et, en fait, l'assèchement du sol est limité à la partie du territoire en bordure de la mer. Au delà, on retrouve l'action des eaux stagnantes dont il faut débarrasser le sol à tout prix au début d'une entreprise de culture. L'établissement de ces fossés d'écoulement exigeant des capitaux considérables, on comprend que dans la Guyane anglaise le sol n'ait pu être morcelé; par la force des choses, l'exploitation agricole reste concentrée entre les mains de grands propriétaires ou de sociétés par actions. Nous ne trouvons pas ici les petits domaines de colons si nombreux à la Trinidad.

L'excès d'eau n'est pas le seul danger qui menace les campagnes de la Guyane. Pendant la saison sèche, l'humidité ayant été complètement évaporée, les terres basses se durcissent et se crevassent. Le limon apporté par les fleuves devient alors compact, impénétrable; et il est de toute nécessité de pouvoir irriguer

pour maintenir la végétation des champs de canne. La Guyane est redevable à l'Anglais W. Russell, possesseur de vastes domaines et surnommé le roi du sucre (*the sugar king*) d'un système d'irrigation très ingénieux. M. Russell avait remarqué que, par suite d'une vaste dépression du sol existant à l'intérieur du pays, il se formait chaque année, pendant la période des grandes averses de l'hivernage, une énorme nappe d'eau, véritable marais et menace permanente d'inondation pour la zone côtière.

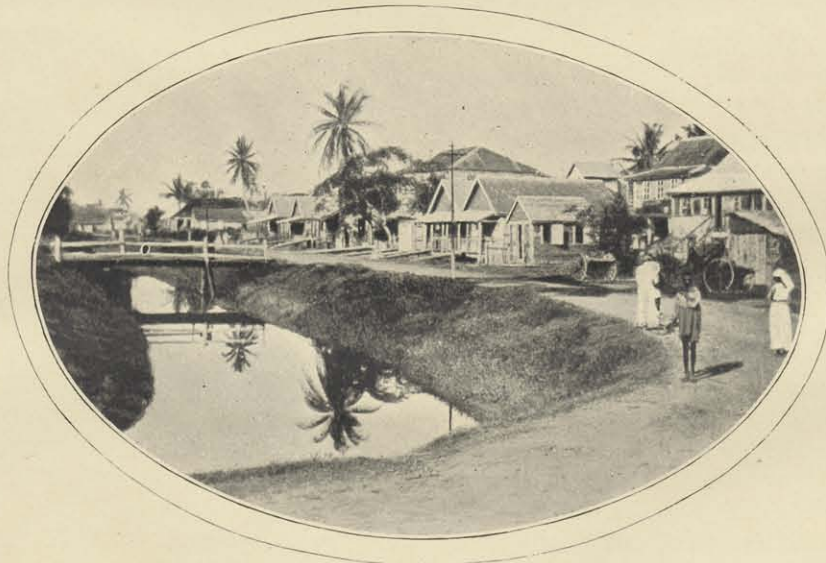
Il fit étudier, en y contribuant de ses deniers, l'hydrographie de cette étendue lacustre. On reconnut qu'il serait possible d'aménager ce trop plein d'eau, de le canaliser, de façon à le distribuer pendant la saison sèche sur les propriétés du littoral. Des travaux importants ont réalisé l'idée de W. Russel et aujourd'hui on rencontre sur la plupart des plantations deux systèmes de canaux absolument distincts, les uns servant à drainer le sol inondé, les autres destinés à l'irrigation. Ces derniers sont remplis ou vidés à volonté, suivant l'époque de l'année et les besoins de la culture. Les canaux d'irrigation sont réunis par des rigoles transversales qui sillonnent les pièces de cannes. A ma demande, j'ai vu mettre sous l'eau en quelques minutes une étendue de plusieurs hectares. De telles facilités d'irrigation placent la Guyane anglaise au premier rang pour la production du sucre de canne. Ces canaux ont permis également de diminuer les frais de faisances valoir parce qu'ils servent, en même temps, au transport des récoltes et des engrais.

La dernière partie du territoire ouverte par le Gouvernement à la colonisation a été la région qui porte le titre administratif de « districts du Nord-Ouest ». Il a été rattaché aux anciens centres de peuplement au moyen d'un service de bateaux à vapeur qui relie Georgetown au delta de l'Orénoque. Ce nouveau district n'a d'importance qu'au point de vue minier, les cultures y sont fort rares. La masse de la population est, du reste, concentrée sur un espace restreint puisque des 300 000 habitants que compte la Guyane plus de 60 000 résident à Georgetown. Le second groupement urbain, Berbice ou New Amsterdam, est une petite ville sans animation ayant conservé l'apparence hollandaise.

Quel est l'avenir réservé à cette colonie? Tout dépend pour elle des cours du sucre. Lors de mon passage, le découragement était profond chez tous les planteurs; les cours avaient en effet atteint le niveau le plus bas. Ils se plaignaient, avec juste raison, de la concurrence inégale qui leur était faite par les sucres de betterave recevant des primes variant de 6 à 8 francs, taux considérable qui venait fausser le jeu naturel des échanges. Une longue campagne fut menée sous les auspices du ministre Chamberlain pour rétablir l'équilibre, mais elle ne devait aboutir qu'en 1904 par la conclusion de la convention de Bruxelles. Depuis, la situation a dû s'améliorer; néanmoins, il restera pour la Guyane anglaise une grosse difficulté à résoudre, c'est que, vendant la presque totalité de sa production aux États-Unis, elle se trouve en présence de la concurrence des sucres des nouvelles colonies américaines.

(A suivre.)

TH. DUFAU.



PERTER HALD. UN CANAL AUX ENVIRONS DE GEORGETOWN.



DANS UNE CACAOTÈRE. ON BRISE LES COSSES.

VOYAGE AUX PAYS DU CACAO ET DU SUCRE DE CANNE¹

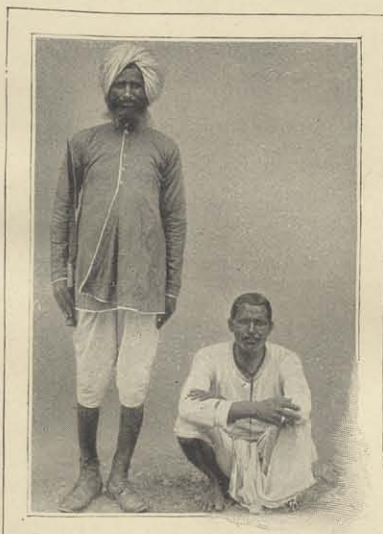
UNE MISSION A LA BARBADE, A LA GUYANE ANGLAISE ET A LA TRINIDAD

PAR M. TH. DUFAU

Photographies de M. Whiteman, Port d'Espagne.

III. — LA TRINIDAD

III. — Port-d'Espagne. — Influence française. — Découverte et colonisation de l'île. — Accroissement de la fortune publique. — Les nouvelles routes. — Comment les colonies anglaises réalisent leurs emprunts. — Politique de l'Angleterre; son libéralisme en matière commerciale. — La Commission d'enquête de 1897. — Baisse de la production du sucre. — Culture du cacaoyer; son importance pour la Trinidad. — L'arrivée d'un convoi d'immigrants hindous. — La main-d'œuvre. — Organisation administrative. — Le Conseil législatif. — Les usines à sucre. — La ferme-modèle. — Excursion dans le district de Pool. — Le caoutchouc à la Trinidad. — Dernières journées. — Conclusion.



COOLIES HINDOUS EMPLOYÉS A LA CULTURE DU CACAOTÈRE (page 567).

MON séjour s'était prolongé en Guyane au delà du terme que je m'étais fixé. Aussi, en prévision des études que j'avais encore à faire à la Trinidad et dans la crainte d'être surpris par les premières pluies d'hivernage avant d'avoir terminé ma mission, je profitai du passage à Georgetown, dans le courant de mars 1902, du steamer *Ocamo* de la ligne Pickford et Black pour hâter mes préparatifs de départ. J'eus tout lieu de me féliciter d'avoir pris ce parti. Les vapeurs de cette ligne reçoivent un nombre très limité de passagers, et le service à bord est parfait. Deux jours après avoir quitté Georgetown, l'*Ocamo* jetait l'ancre dans la baie de Paria, en face de Port-d'Espagne. Le mouillage est assez éloigné, il faut bien vingt minutes en canot pour atteindre le rivage.

A Port-d'Espagne on se sent presque en pays français. Tandis que la Barbade ne compte que quelques rares résidents français et, qu'à Georgetown, on ne connaît notre nationalité le plus souvent que par les échappés de Cayenne et du Maroni, ici, il suffit de se promener quelques instants dans les rues pour se

1. *Suite. Voyez page 541 et 553.*

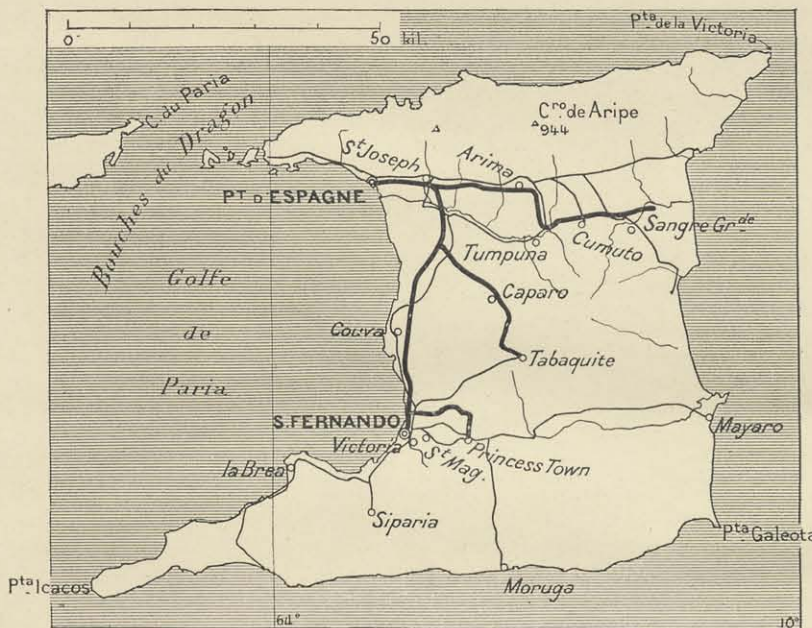
croire en terre française. A ce point de vue déjà la Trinidad présentait pour moi un attrait tout particulier, et, grâce à l'amabilité des Français que j'ai rencontrés à Port-d'Espagne, j'allais pouvoir m'assimiler rapidement tout ce qu'il est intéressant et utile de connaître pour présenter un tableau complet de la situation économique de cette magnifique colonie. Ma reconnaissance va surtout aux familles de Verteuil, Agostini, Léotaud auprès desquelles nos compatriotes sont toujours assurés de trouver l'accueil le plus chaleureux. M. Honoré de Verteuil, membre du Conseil législatif, et qui, depuis, a été ravi à l'affection de ses nombreux amis, m'a fourni le concours le plus précieux. Je ne me lassais pas de l'interroger chaque fois que nous avions à excursionner ensemble. Il avait assisté au développement ininterrompu de la Trinidad depuis quarante ans et savait très bien démêler les causes de cette prospérité.

Dans certains quartiers de la ville on entend parler le français ou l'espagnol plus communément que l'anglais. Lorsque l'île fut découverte par Christophe Colomb, le 31 juillet 1498, elle renfermait quelques tribus d'Indiens se rattachant, au point de vue ethnographique, aux Galibis du continent; les plus puissantes de ces tribus étaient connues sous le nom d'Araouaques et de Chaimas. Elles ont eu le même sort que toutes celles des îles voisines. La seule trace de leur existence consiste dans les noms de quelques localités, comme Aricagua-Arouca, Chacachacare, où ces peuplades avaient établi leurs campements. D'après la tradition, Colomb aurait pensé à la sainte Trinité, d'où le nom de Trinidad, en apercevant à l'horizon la montagne dite des Trois-Sœurs. Ce sont les trois pitons de Moruga. Il s'écoula près de quatre-vingts ans, depuis la visite du célèbre navigateur, jusqu'aux premiers établissements des Espagnols dans l'île. Vers la fin du XVI^e siècle, ils fondèrent quelques villages et firent leur capitale de San Jose de Oruna qui subsiste encore aujourd'hui sous le nom de Saint-Joseph. Cette ville eut à subir un assaut du fameux sir Walter Raleigh, lors de la croisière de cet aventurier qui était parti à la recherche de l'El Dorado, ou pays de l'or, le grand mirage de tous les conquistadores. On rapporte qu'un certain M. de Saint-Laurent fut le premier Français qui aborda à la Trinidad vers 1780. Il fut si frappé par la beauté de l'île qu'il y attira plusieurs de ses compatriotes, après avoir obtenu du gouvernement de Madrid l'abolition des lois qui prohibaient aux étrangers la possession du sol en territoire espagnol.

Ce fut le commencement de la colonisation et les premières plantations dans l'île sont certainement dues à des Français dont le nombre s'accrut encore lors des troubles de la Révolution. Sous la sage administration de Chacon, le gouverneur de l'époque, les premiers travaux publics furent commencés et une ère de prospérité s'annonçait pour la Trinidad, lorsqu'en 1797 une expédition anglaise, commandée par sir Ralph Abercromby, s'empara de l'île sous le prétexte le plus futile. Il n'y eut aucune résistance et don Chacon, ne disposant d'aucun moyen de défense, se rendit à la première sommation. La Trinidad est restée depuis sous

la domination anglaise.

Parmi les soldats et marins de sir Ralph Abercromby se trouvaient quelques Français appartenant à la noblesse émigrée et dont on retrouve des descendants chez les habitants actuels. D'après le premier recensement de 1783, alors que Saint-Domingue, la Guadeloupe et la Martinique formaient déjà des communautés importantes et prospères, la population de la Trinidad ne s'élevait qu'à 2 763 habitants dont 126 blancs. En 1805, un nouveau recensement accuse 25 000 habitants; les premières sucreries ayant été fondées, la main-d'œuvre servile est introduite, les noirs sont importés soit directement d'Afrique, soit des colonies voisines. La population n'augmente que lentement dans les années suivantes pour atteindre 70 000 en 1851, se composant d'un petit nombre de blancs, surtout espagnols et français, et de la



CARTE DE LA TRINIDAD.

masse des noirs et sang-mêlé, tous parlant un patois créole, analogue à celui des Antilles françaises. A cette époque qui suit l'abolition de l'esclavage, la fortune de l'île semble avoir rétrogradé, s'il faut en croire le Dr de Verteuil dans le livre très documenté qu'il nous a laissé sur sa patrie d'adoption. Les noirs devenus libres ont abandonné la culture des denrées d'exportation. Jaloux de leur indépendance, ils refusent de



UNE VOIE FERRÉE A ÉTÉ ÉTABLIE POUR DESSERVIR LES CENTRES SUCRIERS.

se plier à la discipline des ateliers agricoles et s'adonnent de préférence, soit à l'élevage, soit au commerce.

C'est alors qu'après des essais d'immigration chinoise, on se décide à imiter la Guyane anglaise qui avait déjà importé des coolies hindous. La Trinidad organise, à son tour, le recrutement régulier des travailleurs dans l'Inde. A partir de ce moment nous trouvons le même développement régulier que nous avons déjà constaté à la Guyane. Les capitaux rendus confiants par la bonne organisation de la main-d'œuvre se portent de plus en plus vers les entreprises de culture. Le réseau des routes est amorcé ; on établit une première ligne de chemin de fer pour desservir les centres sucriers. Cette ligne qui part de Port-d'Espagne a été prolongée jusqu'à San-Fernando, avec des embranchements qui desservent Arima, Sangre-Grande, Princess Town et la vallée de Caparo. Un simple voyage en chemin de fer donne une idée suffisante de l'activité commerciale et agricole de l'île. Il faut remarquer que les centres de peuplement et de culture sont tous groupés dans l'axe de la côte occidentale. L'autre partie de l'île, tournée vers la haute mer et l'alizé, est restée relativement déserte, bien que la température y soit plus supportable. Au recensement de 1891, la population s'élevait à 200 000 habitants. Elle augmente rapidement par l'excédent des naissances sur les décès et par l'introduction des coolies hindous. On l'évalue aujourd'hui à plus de 280 000 habitants, dont un tiers originaire de l'Inde.

L'accroissement de la fortune publique a permis à la Trinidad d'avoir un budget assez important (environ 18 millions de francs en recettes) et de commencer l'exécution d'un programme de travaux publics qui se poursuit actuellement. Port-d'Espagne, misérable village au commencement du XIX^e siècle, renferme aujourd'hui 40 000 habitants ; la ville est accessible partout aux tramways, éclairée à l'électricité et pourvue d'une abondante alimentation d'eau potable. Le port a été creusé, agrandi, il possède une station-dépôt de charbons rivalisant avec celui de Sainte-Lucie et qui a été établi sur de nouveaux quais créés de toutes pièces par le comblement d'une partie de la rade. Il est question d'une jetée gigantesque qui faciliterait le déchargement à quai des plus grands navires.

Sous la pression du mouvement qui pousse les colons de la Trinidad à s'enfoncer dans l'intérieur en quête de terres neuves pour la création de cacaoyères, le Gouvernement a mis à l'étude un projet d'extension du réseau des routes suivant les détails de la carte ci-annexée. On pénétrera ainsi de plus en plus dans les vallées boisées des districts de Montserrat et d'Arima où les premières plantations des cacaoyers ont

admirablement réussi. Lorsque le programme en voie d'exécution aura été rempli, la Trinidad sera entièrement ouverte à la colonisation et accessible partout, sauf dans la région de Savannah-Grande. La dépense totale est évaluée à 6 500 000 francs pour lesquels 2 500 000 francs sont pris sur la réserve; le solde provient d'emprunts contractés à un taux ne dépassant pas 4 pour 100 d'intérêts, amortissement compris. C'est là une œuvre grandiose et véritablement hardie pour une colonie encore si jeune et si peu peuplée. Les résultats s'en font déjà sentir par la hausse du prix des terrains au fur et à mesure que les nouvelles routes sont établies.

J'étais muni d'une lettre d'introduction officielle auprès du gouverneur, sir Alfred Moloney. J'eus l'occasion de lui exprimer mon étonnement au sujet de la facilité avec laquelle l'emprunt pour l'extension des routes avait pu être réalisé. Afin d'éclairer ma religion sur ce point, sir Alfred Moloney me mit en rapports avec un des chefs de bureau du Gouvernement chargé de ce service. Quelques détails ne seront pas hors de propos sur cette question d'emprunt très importante pour de petites colonies, dépourvues de capitaux et où, faute du crédit obtenu à un taux avantageux, l'outillage indispensable à leur développement ne peut être créé. On l'a bien vu à la Martinique et à la Guadeloupe, lorsqu'il s'est agi de trouver les ressources indispensables en vue de travaux publics projetés. Le temps se passe en enquêtes et contre-enquêtes, au cours desquelles le projet est le plus souvent enterré. S'il survit à ces délais, c'est pour revenir méconnaissable après les modifications que lui a fait subir le département; et, lorsqu'on se décide à passer à l'exécution, les conditions sont trop onéreuses en regard des avantages escomptés.

Dans les colonies anglaises, qui sont désignées sous le titre de colonies de la Couronne, pour indiquer que, vu leur état de faible développement, il y a intérêt à les rattacher plus étroitement au pouvoir central, le service de l'émission des emprunts concerne spécialement les agents de la Couronne. Ce sont des fonctionnaires résidant à Londres; dès que le projet d'emprunt est approuvé par le ministre, les agents de la Couronne procèdent à l'émission de la manière qui leur paraît le plus favorable: la colonie leur paie un droit

de commission de 1/2 0/0. Ces mêmes agents placent en bonnes valeurs les deniers disponibles et ceux spécialement destinés à l'amortissement des emprunts; leur situation de représentants officiels de nombreuses colonies les met à même de suivre le marché financier et d'obtenir les conditions les plus avantageuses. Ils sont chargés aussi de l'exécution des commandes, après approbation d'ingénieurs-conseils.

La Trinidad, de même que toutes les autres colonies anglaises, possède ses revenus propres, ses douanes, postes et service de trésorerie. Ses opérations budgétaires ne sont pas rattachées, même pour ordre, au budget de l'État. Les traités de commerce de l'Angleterre ne l'engagent qu'autant que les conseils locaux y ont adhéré.

Tant qu'une colonie n'a pas encore été dotée du « self government », la politique de l'Angleterre est d'y rester maîtresse de la loi en l'imposant à une assemblée composée de membres en partie désignés par elle. Le principe de la souveraineté de la métropole est ainsi sauvegardé; le lien fédéral, on dirait aujourd'hui impérial, est maintenu. Mais là s'arrête l'action du gouvernement central. Pour tout ce qui concerne les intérêts matériels, la plus grande liberté est laissée aux colons. Et combien cette sage politique est féconde en résultats pratiques, un seul exemple tiré du régime douanier suffit pour le montrer.

On sait que les Antilles françaises avaient le droit, d'après le senatus-consulte si libéral de 1866, de voter les tarifs des droits appliqués aux marchandises étrangères. A cette époque les idées de libre échange prévalaient dans la métropole; à plus forte raison, trouvait-on naturel que des colonies qui sont obligées de tirer de l'extérieur tout ce qui est nécessaire à l'existence fussent amenées à ne faire aucune différence entre les marchandises de provenance étrangère ou métropolitaine. La loi du meilleur marché devait seule



LA PRÉCIEUSE FÈVE DU CACAoyer. SOURCE DE FORTUNE POUR LA TRINIDAD (page 570).



A PORT-D'ESPAGNE ON SE SENT PRESQUE EN PAYS FRANÇAIS (page 565).

les guider, d'autant plus que dans ces pays neufs, où les capitaux font généralement défaut, la grande masse se compose de salariés. La nouvelle politique coloniale qui a pris pour prétexte la recherche de débouchés commerciaux réservés à l'industrie métropolitaine, devait provoquer l'abandon de ces principes de liberté qui avaient été une source de prospérité pour nos anciennes colonies. Le système protectionniste triompha dans le nouveau tarif des douanes de 1892 rendu applicable aux colonies sans que leur avis ait été sollicité. Ce tarif a été pour elles une cause active et permanente de ruine. Obliger des consommateurs qui n'ont pas le choix d'aller ailleurs, de s'approvisionner, en quelque sorte, par force dans la métropole et de lui faire acheter, à des prix plus élevés, n'était-ce pas systématiquement achever l'appauvrissement de colonies où la baisse du prix des denrées d'exportation avait déjà créé un malaise général?

La méthode anglaise est toute différente et il m'a paru qu'elle avait été admirablement adaptée à l'état social des colonies que j'ai visitées. Elle consiste à faciliter par tous les moyens le progrès économique, sans tenir compte des intérêts immédiats de la mère patrie. Mais celle-ci n'en profite pas moins, en dernière analyse, puisque l'enrichissement de la colonie sert le commerce de la métropole et maintient les bons rapports qui permettent d'administrer sans contrainte avec le minimum de frais. Je citerai un exemple très typique de cette méthode si différente des procédés qui ont cours dans nos milieux coloniaux. Une commission d'enquête fut envoyée en 1897 dans les Indes occidentales (West Indies) à la suite des nombreuses pétitions qui avaient été adressées au ministre Chamberlain, pour lui exposer la situation critique de l'industrie due aux primes sucrières octroyées par les législations de certains États européens. Cette commission parcourut la Jamaïque, les petites Antilles, la Trinidad, la Guyane, recueillit toutes sortes de dépositions et, à son retour en Angleterre, recommanda au Gouvernement de la reine diverses mesures qui lui parurent susceptibles de ramener la prospérité dans ces colonies si éprouvées par la baisse des cours.

Parmi ces mesures figurait une subvention à accorder à la Compagnie de bateaux à vapeur, anglaise ou étrangère, qui consentirait à organiser un service spécial pour le transport des fruits par l'aménagement de cales réfrigérantes. L'itinéraire devait comprendre la Trinidad, la Barbade la Dominique et aboutir, soit aux États-Unis, soit à un des ports du Royaume-Uni. En fait, les premières propositions transmises ne concernaient qu'une compagnie de Boston et l'entreprise était purement américaine. On demandait donc aux contribuables anglais de servir de leurs deniers un subside à une société étrangère, appelée à créer un nouveau courant commercial entre une colonie de la Grande-Bretagne et les États-Unis. Se figure-t-on le Parlement français, accordant une subvention à des navires anglais, chargés de transporter les primeurs d'Algérie sur le marché de Londres! Une pareille proposition enflammerait de colère nos protectionnistes. En Angleterre, il sembla très logique d'accorder une subvention qui pouvait avoir pour résultat de développer une nouvelle culture, partant d'enrichir la colonie. N'est-ce pas le moyen le plus pratique de ménager des acheteurs pour le commerce de la mère patrie, et quel profit la France retirera-t-elle de ses colonies le jour où elle les aura complètement ruinées par sa politique d'entraves et de protection à rebours?

Le sucre a été pendant longtemps le pivot de la fortune publique à la Trinidad. La production, malgré l'avilissement des prix, s'est maintenue par les mêmes moyens que j'ai déjà signalés à la Guyane, mais la valeur en a diminué dans de fortes proportions. L'extension de la culture du cacaoyer est venue à point pour compenser cette différence. De 1875 à 1895 la valeur d'exportation du sucre se chiffre par près de 20 millions de francs en moins par rapport à la période antérieure (1855 à 1875) tandis que celle du cacao représente une augmentation de plus de 30 millions. Il y a donc progression marquée pour ce dernier produit et, depuis, la différence n'a fait que s'accroître. On ne peut visiter la Trinidad sans s'occuper de la précieuse fève devenue une source de fortune pour toute l'île.

La culture du cacaoyer a été introduite à la Trinidad vers 1785 par des Espagnols venus du Venezuela. Le vent étant le grand ennemi du cacaoyer, on a soin de protéger les jeunes plants en les plaçant entre des allées d'arbres à pousse rapide et très résistants. Les arbres choisis pour remplir ce rôle essentiel de protection (on les appelle *madre del cacao*) sont les *erythrina* ou immortelles. En mars et avril, les *erythrina* se dépouillent presque entièrement de leurs feuilles et développent une abondante floraison; de sorte que aussi loin que la vue porte dans les districts plantés en cacaoyers, on aperçoit alors les collines et les vallons couverts de bois couronnés de fleurs d'un rouge orangé dont les senteurs embaument l'air et dont les pétales jonchent le sol.

La production du cacao s'élevait déjà à 2 millions de kilos vers le milieu du siècle dernier, elle n'a cessé de croître régulièrement depuis et, pour l'année 1900, les états de douane montrent une exportation de 15 785 000 kilogs dont la valeur dépasse 25 millions de francs. Aussi désirant étudier cette culture de près, j'acceptai avec empressement l'offre de M. F. Agostini de passer quelques jours avec lui sur ses propriétés situées dans le district de Montserrat. Les grandes plantations de la Trinidad proviennent presque toutes de l'acquisition et de la réunion de petits biens rattachés les uns aux autres par des propriétaires disposant de capitaux suffisants pour leur permettre de régulariser et d'unifier les centres de culture. Les Gordon-Centeno-Agostini et autres nababs de l'île peuvent ainsi amener sur le marché de Port-d'Espagne plusieurs milliers de sacs de la précieuse denrée.

Dès que le cacaoyer a atteint 5 ou 6 ans, les branches formant un dôme au-dessus du sol, la pousse des mauvaises herbes est presque arrêtée et l'entretien ne consiste plus que dans la taille des arbres, la cueillette et la préparation des récoltes. Aucune fumure n'est donnée; heureux pays où la fécondité inépuisable de la terre suffit à tout. Il y a deux récoltes par an pendant lesquelles on cueille, au fur et à mesure de leur maturité, les fruits appelés « cabosses » dont la forme rappelle celle du melon, mais plus allongée. Leur colo-

ration varie du jaune clair au rouge foncé. La fleur est très petite et s'insère sans pédoncule sur le tronc et les branches principales. Il n'est pas rare de voir sur le même arbre une floraison nouvelle à côté de petits fruits en formation et de fruits bons à cueillir.

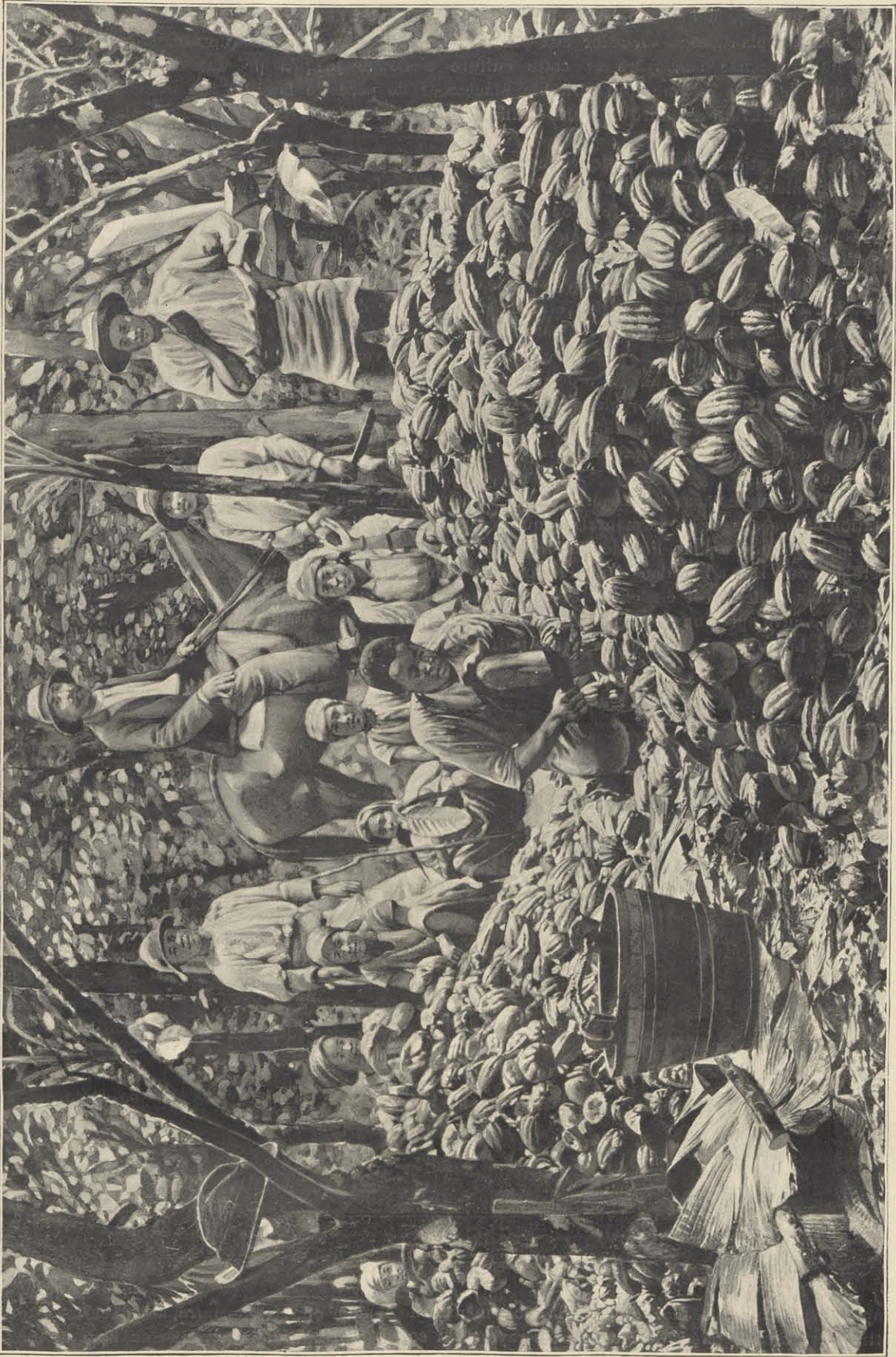
Accompagné de M. Agostini et de son intendant, je visitai d'abord la plantation El Reposo et plus loin celle de San Juan, cette dernière comprenant 250 hectares entièrement complantés. On évalue le nombre des arbres à plus de 150 000 dont la majeure partie en plein rapport; et, s'il est vrai, sui-



LE SÉCHAGE DES GRAINS DU CACAoyer SE FAIT SUR DES AIRES EN BOIS RECOUVERTES D'UN TOIT MOBILE (page 572).

vant le dicton courant à la Trinidad, qu'un cacaoyer adulte bien venu laisse un profit net d'environ 0 fr. 80 à un franc, on peut chiffrer les rentes de l'heureux propriétaire de San Juan.

Alors qu'à la Martinique et à la Guadeloupe, le cacaoyer ne réussit que par places où se trouvent réunies toutes les conditions nécessaires à sa croissance, il semble qu'à la Trinidad, ces conditions



LA RÉCOLTE DU CACAO.

existent partout, à en juger par les étendues considérables que j'ai eu à parcourir dans cette excursion et où l'on voit les plantations succéder aux plantations sans solution de continuité. L'île entière tend à devenir une immense cacaoyère et cette culture a donné jusqu'à présent de si beaux résultats qu'elle est considérée comme un véritable placement de père de famille. La première condition de succès est de pouvoir attendre et cette difficulté a été résolue à la Trinidad de la façon la plus ingénieuse.

Il me paraît utile d'en dire quelques mots, la même méthode pouvant être employée pour toute autre culture tropicale dont le rapport est tardif. C'est le système d'exploitation par contrat, et ceux qui en font métier sont désignés sous le nom de « contractors ».

Dès que l'acheteur a pris possession de la propriété ou de la concession, il passe une convention dont le juge de paix du district est tenu de prendre connaissance, avec un ou plusieurs cultivateurs qui s'engagent à planter des espèces d'arbres déterminés sous le contrôle permanent du propriétaire ou de son mandataire. Le terrain doit être maintenu en parfait état de propreté par des sarclages dont le nombre est prévu au contrat. A l'expiration du terme fixé, il est dressé une sorte d'inventaire et en rendant la terre au propriétaire, les contractors reçoivent pour chaque arbre bien venu une somme convenue à l'avance et qui varie de 0 fr. 30 à 1 fr. 25 suivant l'âge des arbres et leur apparence. Ce mode de fermage est d'un usage courant; le Gouvernement en a réglementé les détails par une ordonnance spéciale. Il offre le grand avantage d'éviter les aléas de l'exploitation directe, de limiter le temps pendant lequel on est obligé d'attendre le rapport et de permettre au propriétaire de décider dans quelle mesure il a intérêt à étendre les plantations.

A la Trinidad, le cacao est apporté sur le marché après une préparation complète comportant la fermentation et le séchage. La fermentation qui détermine dans les graines des transformations chimiques, encore mal connues, a pour but de les dépouiller de la pulpe qui les enveloppe et de faire disparaître l'acreté du goût. Elle a lieu dans des cuves où l'on remue la masse de temps à autre en la débarrassant de ses impuretés, celle-ci est également aérée en passant d'une cuve à l'autre; lorsque le produit est retiré de la quatrième cuve après un délai qui varie de 5 à 8 jours, suivant les sortes traitées, il est bon à être soumis au séchage. La nuance interne de la graine qui, au sortir du fruit, était violette ou lie de vin se rapproche alors du brun foncé.



PLANTATION DE COCOTIERS.

Le séchage est obtenu sur des aires en bois recouvertes par des toits mobiles. L'installation comporte un cadre en bois dur de 20 mètres de longueur sur 5 à 6 de largeur, garni à droite et à gauche sur toute sa longueur de deux rails sur lesquels glissent deux toits à pignon munis de roulettes. Ces toits se déplacent à volonté avec la plus grande facilité. Deux hommes suffisent pour réaliser la manœuvre qui consiste à rapprocher les toits de manière à couvrir

complètement l'aire à sécher, dès que la pluie menace de tomber ou, au contraire, à les écarter pour permettre aux graines étalées de recevoir les rayons du soleil. L'opération se termine au bout de quelques jours par ce qu'on appelle « la danse du cacao ». Les travailleurs dansent littéralement sur les tas de graines qu'ils triturent énergiquement de leurs pieds nus. Cette dernière phase de la préparation est consi-



LA « DANSE DU CACAO ». LES INDIGÈNES PIÉTINENT LES TAS DE GRAINES POUR LES DÉBARRASSER DES DÉBRIS DE PULPE.

dérée comme une des plus essentielles, elle a pour but de débarrasser les graines des débris de pulpe, de les arrondir, de les polir, de leur donner en un mot, l'apparence plus marchande.

La Trinidad est actuellement la première colonie du monde pour le cacao. Si l'Équateur atteint un chiffre plus élevé, parce que toute la production des états baignés par l'Amazone et ses affluents est dirigée sur le port de Guayaquil, en revanche la Trinidad l'emporte par la régularité des récoltes et la supériorité de la denrée. Aussi n'ai-je pas hésité à consacrer la majeure partie de mon séjour dans l'île à bien me rendre compte de tout ce qui concerne cette culture. Elle a envahi aujourd'hui non seulement la région accidentée et boisée de Montserrat, où la terre de composition argilo-calcaire avec quelques traces de magnésium, présente les meilleures conditions de réussite, mais encore la zone récemment ouverte à la colonisation où les concessions reviennent, tous frais payés, à environ 18 dollars l'hectare. Il en a été accordé un grand nombre à ce prix.

Mon retour s'effectua par la partie centrale de l'île, couverte de graminées, dont les étendues plates, presque entièrement dépourvues d'arbres, rappellent les llanos du Venezuela. A Port-d'Espagne, je trouvai une lettre du gouverneur m'invitant à faire partie du groupe officiel qui devait aller visiter le « coolies depot » à l'occasion de l'arrivée d'un convoi d'immigrants. Je n'avais plus grand'chose à apprendre sur la main-d'œuvre hindoue qui est organisée à la Trinidad à peu près de la même façon qu'à la Guyane, mais je n'avais pas eu l'occasion dans cette dernière colonie d'assister à l'entrée d'un bateau amenant les coolies recrutés dans l'Inde. A la Trinidad, les nouveaux arrivants sont cantonnés dans un établissement spécial, situé sur une des îles faisant partie d'un groupe de cinq qui sont placées à l'entrée du golfe, à une heure environ de la ville. On les tient là en observation pendant quelques jours.

A notre arrivée, le spectacle est extrêmement pittoresque : 576 immigrants sont groupés sur le rivage, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Le protecteur, assisté de 2 médecins indigènes ayant accompagné le convoi, fait mettre les Indiens sur deux rangs, de façon qu'ils puissent tous voir le gouverneur et sa suite. Leur figure exprime une vive curiosité et, pendant tout le temps de notre passage au milieu d'eux, ce sont des salutations sans fin. Quelques-uns s'agenouillent et courbent la tête, les plus hardis touchent les vêtements des personnages officiels. Le costume des hommes se compose de deux draps de coton écri, l'un enroulé autour des cuisses et des reins et formant caleçon, l'autre disposé en turban sur la tête et tombant sur la poitrine. Par chaque expédition, il y a toujours 5 ou 6 Hindous d'un rang social plus relevé, auxquels

on donne 10 ou 12 shillings pour le voyage, avec le droit de se faire appeler « sirdars ». Ils jouent à l'égard des autres le rôle de surveillants. Ceux-là portent, par exception, un couvre-chef en drap de fantaisie et sont affublés d'une sorte de paletot.

Les femmes s'enveloppent les jambes d'un drap écri qui leur sert de jupe; elles portent, en outre, une petite veste sans manches, souvent de couleurs voyantes, et enroulent autour de leur tête un autre drap. Ces filles de l'Inde appartiennent aux classes les plus misérables, mais elles ont toutes un maintien noble, naturel à la race, et nous admirons le mouvement gracieux de leurs bras nus pour ramener le voile sur la poitrine. Leurs membres sont menus; quelques-unes plus élancées offrent le type indien classique.

Le médecin du bord m'explique que c'est la même compagnie anglaise qui est chargée du transport à Demerara. Le voyage dure de cinquante à soixante jours, souvent plus; une traversée trop rapide offre certains dangers, parce que l'Inde étant le pays de la peste et du choléra, quelles que soient les précautions prises à l'embarquement, il est important que le séjour en mer se prolonge au delà de la période d'incubation de ces maladies. Une affection qui dérouta la science et à laquelle plusieurs immigrants succombent, à chaque voyage, c'est une forme particulière de méningite cérébro-spinale qui exerce de terribles ravages dans le dépôt de Calcutta.

Lorsqu'ils débarquent, ces immigrants sont de véritables indigents; ils ne possèdent que les coupes de cotonnade avec lesquelles ils drapent leur corps. Les femmes ont aux doigts, aux oreilles et, même aux narines, des verroteries sans valeur. Or beaucoup de ceux que l'on rencontre, après quelques années de séjour dans la colonie, ont su amasser de quoi acheter de la terre, payer à leurs femmes des bijoux en argent et même en or, et l'on constate, d'après les statistiques, que sur 6 943 000 francs figurant au 31 décembre 1900 dans les caisses d'épargne de l'île, plus de 2 500 000 francs appartenaient aux Hindous. C'est la meilleure réponse à donner à ceux qui soutiennent que l'Indien appauvrit la colonie et qu'il accepte, pour faire concurrence aux noirs, un salaire de famine.

L'opposition systématique à l'introduction de la main-d'œuvre étrangère a pris à la Trinidad un caractère plus aigu qu'à la Guyane. Elle forme le tremplin électoral du parti avancé qui reconnaissait pour chef, en 1902, M. Alcazar, d'origine espagnole, l'ancien maire de Port-d'Espagne. Dans ce parti se trouvent aussi des descendants de Français et des Eurasiens. La gestion des affaires municipales avait donné lieu à de graves abus qui ont amené le ministre Chamberlain à dissoudre le Conseil et à le remplacer par une Commission gouvernementale qui était en fonctions lors de mon séjour à Port-d'Espagne.

La Trinidad possède un Conseil législatif composé de 10 membres fonctionnaires et de 11 membres dont un pour l'île de Tobago. Ces derniers représentent la grande industrie et le commerce; ils

doivent prêter serment de fidélité au Roi. Les ordonnances sont définitives après le vote qui suit la troisième lecture.

Pendant mon séjour à Port-d'Espagne, des questions intéressantes furent discutées par le Conseil et j'eus l'occasion d'assister à plusieurs séances. Lorsque la délibération a lieu, chaque membre se lève pour parler et le sceptre royal est posé sur une table; la parole n'est donnée qu'une seule fois sur une même question. Il n'est fait d'exception à cette règle que pour le « proposer », celui qui a introduit l'or-



LE LAC D'ASPHALTE DE LA BRÉA (page 576).

donnance et qui a toujours le droit de répondre, et pour le « seconder », celui qui l'a soutenue le premier. Lorsque le Conseil se forme en comité, le sceptre royal est retiré, les membres parlent assis et autant de fois qu'ils obtiennent la parole. Il y a tout un ensemble d'usages qu'il faut observer. C'est ce qu'on appelle les « standing orders of the legislative council ».



L'EXPLOITATION DE L'ASPHALTE RAPPORTE ANNUELLEMENT PLUS D'UN MILLION DE FRANCS AU BUDGET COLONIAL (page 576.)

Le Conseil législatif comprenant deux fractions à peu près égales, le gouverneur par son « casting vote » ou vote de départage peut faire pencher la balance du côté « official » et annihiler ainsi l'influence des membres opposés à la politique du Gouvernement. Cependant lorsqu'il y a unanimité de ces derniers membres sur un sujet important, il est d'usage que le Secrétaire d'État pour les colonies refuse de donner son approbation à une mesure proposée par l'administration locale. Les membres non fonctionnaires ne peuvent proposer que les motions n'entraînant pas le vote d'une dépense.

Les principales usines à sucre sont situées dans le centre de Naparima. Plusieurs portent des noms français : « Sainte-Madeleine », « Malgré tout », « la Fortunée », « Palmiste », bien que les domaines aient passé aux mains de propriétaires anglais ou écossais. Le chemin de fer traverse une partie de cette région et beaucoup de cultivateurs et d'ouvriers se servent de la voie ferrée dont les tarifs sont extrêmement avantageux. Au moment de la récolte, les wagons sont bondés de voyageurs qui se rendent aux usines ou aux champs. On traverse de vastes étendues abandonnées dont les cultures dépendaient des fabriques « Valsayn », « Aranjuey », « Saint-Augustin », qui ont été fermées. C'est maintenant l'envahissement par la brousse et nous voyons là toutes les conséquences funestes de la crise sucrière. Sur une de ces propriétés délaissées, le Gouvernement a installé une ferme-modèle dont le directeur, M. Meaden, me fait les honneurs. Je m'y arrête une matinée. Les croisements obtenus entre la race locale et les taureaux zébus introduits de l'Inde sont vraiment magnifiques. M. Meaden espère donner ainsi une vive impulsion à l'élevage et libérer la colonie du tribut qu'elle paie au Venezuela d'où l'on tire presque toute la viande de boucherie, vendue sur les marchés de Port-d'Espagne. La ferme-modèle s'occupe aussi de la fabrication du beurre.

J'étais recommandé aux directeurs des usines « Sainte-Madeleine » et « Palmiste » : MM. Peter Abel et Ludovic de Verteuil. M. Abel est à la tête de la plus grosse fabrique que tout habitant de la colonie est fier de montrer aux étrangers. Sainte-Madeleine appartient à la « New Colonial Company » qui exploite également plusieurs domaines dans la Guyane anglaise. Cette usine est intéressante non seulement par le chiffre de sa production qui dépasse 150 000 sacs de 100 kilos, mais aussi par les procédés de fabrication. Il n'est pas une découverte intéressante au point de vue du rendement, du contrôle chimique ou de l'économie de main-d'œuvre qui n'ait été mise à l'essai par M. Peter Abel dont la compétence est indiscutée.

M. Ludovic de Verteuil est un ancien élève de l'école de Gembloux, c'est dire combien il est versé dans toutes les questions agricoles. Ce compatriote m'a accueilli de la façon la plus aimable. Il approuvait les idées de son confrère anglais, sauf sur un point. M. P. Abel voit le salut de l'industrie sucrière à la Trinidad dans une immigration renforcée. Ses travailleurs doivent être menés militairement, il n'a pas confiance dans le colonage ; M. de Verteuil, au contraire, estime que les résultats déjà obtenus, devraient pousser au développement des cultures de petits colons adhérents. Ce système s'appelle le « cane farming » ou fermage de canne. M. de Verteuil l'a étendu le plus possible en ce qui le concernait et il s'en trouvait bien. On arrive ainsi à obtenir la matière première à meilleur compte. Je suis revenu de cette enquête muni des chiffres et des documents les plus précis.

Je n'avais plus le temps nécessaire pour visiter soit le « Cocal », vaste forêt de cocotiers qui s'étend entre la pointe du Mancenillier et le cap de Guataro, soit le fameux lac d'asphalte de la Bréa dont l'exploitation rapporte plus d'un million de francs au budget colonial, je préfèrai faire une dernière excursion dans le district nouvellement créé de Pool pour me rendre compte d'une tentative agricole sur laquelle mon attention avait été attirée. Il s'agit d'une culture en grand de l'arbre à caoutchouc le *castilloa*. On peut aller jusqu'à Princess Town en chemin de fer, et de là en voiture; puis à cheval dès qu'on a atteint l'extrémité de la route qu'on était en train d'établir, par des sentiers frayés dans la forêt jusqu'au « Pool syndicate », siège de la concession. Elle s'étend sur environ 800 hectares dont une centaine étaient cultivés lors de ma visite. Le district de Pool est très éloigné de tout centre d'habitation, c'est une des régions les plus sauvages de l'île; de loin en loin on aperçoit quelques petits « settlements » de noirs ou d'Indiens dont les cabanes construites en terre séchée sont recouvertes des feuilles d'un palmier poussant abondamment dans ces forêts : c'est le palmier carat (*copernicia flexuosa*).

Le « Pool syndicate » est dirigé par le professeur suédois Bovarius qui a fait une étude spéciale des caoutchoucs de l'Amérique centrale. Sa plantation a été faite dans une terre très fertile et convenant parfaitement aux *castilloa*, si j'en juge par les arbres que j'ai vus. Le dispositif de culture adopté, permettant de faire alterner les *castilloa* avec les cacaoyers, m'a paru très bien imaginé; mais on ne sera fixé sur les résultats de l'entreprise que lorsqu'on pourra saigner utilement les arbres. Le professeur Bovarius estime que le latex recueilli vers la huitième année sera suffisant pour laisser une marge de bénéfices. Si ces prévisions se réalisent, la Trinidad trouvera dans cette culture une nouvelle source de fortune, car de tous les produits des terres tropicales, le caoutchouc est celui qui a acquis la plus grande valeur.

Ma mission était maintenant terminée et j'avais la conscience d'avoir fait de ces trois mois de voyage l'emploi le plus utile pour répondre au but qui m'avait été assigné. En m'embarquant sur le paquebot *Canada* de la Cie Transatlantique, pour rentrer directement à la Guadeloupe, je pouvais me rendre le témoignage que j'avais rempli dans ses traits essentiels le programme que je m'étais tracé et, pour l'exécution duquel, j'ai trouvé chez les hauts fonctionnaires et les principaux planteurs de ces trois colonies le concours le plus large et le plus bienveillant. J'en ai comme preuves les nombreuses notes et documents officiels qui m'ont été fournis et sur lesquels je me suis basé pour établir le rapport complet que j'ai présenté aux Chambres d'agriculture. Au cours de mon voyage, j'ai eu à faire des comparaisons continues dont ce court récit ne donne qu'un aperçu; mais une conclusion s'impose, c'est que depuis cinquante ans les colonies anglaises, particulièrement la Trinidad et la Guyane, n'ont pas cessé de se développer, alors que les Antilles françaises sont en complète décadence. Les raisons principales de cet état de choses, si préjudiciable au bon renom de la France, sont pour nos colonies, la prédominance de la politique sur la défense des intérêts matériels, l'absence de bras dû à l'abandon de l'immigration, l'abus de la fiscalité et surtout l'application d'un tarif douanier qui a méconnu complètement les intérêts des colons.

TH. DUFAU.



UN PALMIER GÉANT A LA TRINIDAD.

PARIS, TYPOGRAPHIE A. LAHURE

Rue de Fleurus, 9

